

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

«programme communiste»
Revue théorique en français
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«El proletario», Journal en espagnol
«Proletarian», bulletin en anglais

Journal bimestriel
N° 510
Déc. 2013-Janv.-Mars 2014
51^e année - 1 €, 3 CHF, £1,5, 60 DA,
0,5 DT, 20 DH, 500 F CFA, 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Regain d'agressivité impérialiste française en Afrique
- Pour les prolétaires sud-africains la voie à suivre n'est pas celle de Mandela, mais celle de la lutte de classe!
- Venezuela. Seul le prolétariat pourra les résoudre par sa lutte de classe révolutionnaire.
- Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste
- Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (2)
- A propos de l'Affaire Dieudonné
- Correspondance: Menaces d'expulsions de sans-papiers à Mayenne

Ukraine: Contre le nationalisme, pour l'union prolétarienne de classe!

LA FORCE PRIME LE DROIT!

Telle est, paraît-il, selon le représentant français à l'ONU qui s'en désolait, la signification du veto russe le 15 mars à une résolution condamnant le référendum organisé en Crimée pour le rattachement de la région à la Russie.

Mais en fait ce n'est pas seulement l'action de la Russie en Ukraine, mais **toutes** les relations entre les Etats qui vérifient cet adage. La Russie n'a pas respecté le traité qu'elle avait signé avec l'Ukraine, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, garantissant les frontières de ce pays nouvellement indépendant en contrepartie de son renoncement aux armes nucléaires qui, après la disparition de l'URSS, se trouvait sur son territoire; mais **tous** les traités ne sont que des chiffons de papier qui ne valent que tant que leurs signataires ont intérêt à les respecter! Le gouvernement français, si respectueux du droit international et de l'ONU, était pourtant prêt il y a quelques mois à attaquer la Syrie en dehors de toute décision onusienne, comme l'avaient fait les Etats-Unis en Irak ou les Européens en Yougoslavie, Israël depuis sa création, etc., etc.

Les propagandistes bourgeois qui dénoncent le rattachement à la Russie de la Crimée comme «la première annexion militaire en Europe depuis 70 ans» «oublient» que la plus grande annexion accomplie en Europe depuis la dernière guerre a été celle de la RDA par l'Allemagne de l'Ouest! Depuis l'effondrement de l'URSS sous les coups d'une très profonde crise économique, les frontières internationalement reconnues et «légalement intangibles» de nombreux Etats européens ont été modifiées et certains Etats ont même disparu, parfois pacifiquement, parfois au milieu d'affrontements armés et de guerres impliquant les grandes puissances. Le cas de la Crimée n'est en rien une exception...

Mais l'affaire de la Crimée a provoqué une crise politique internationale et ses conséquences risquent d'être durables. Les grands Etats européens, Allemagne en tête, n'ont pas apprécié d'être mis devant le fait

(Suite en page 5)

Le «Pacte de responsabilité» et les grands organisateurs des défaites ouvrières

Les *grands organisateurs des défaites ouvrières*, nous voulons parler de la tristement célèbre «Intersyndicale» regroupant CGT, FO, FSU et Solidaires (syndicats SUD), ont lancé un appel à une journée de «mobilisation massive» pour le 18 mars.

Mais un appel pour quoi? Dans leur communiqué on lit qu'il faut «exiger des mesures urgentes en faveur des salaires, de l'emploi, de la protection sociale et du service public». On y trouve des critiques des «annonces liées au «Pacte de responsabilité»», mais on y chercherait vainement une dénonciation claire du Pacte lui-même, et encore moins l'objectif de **lutte** contre celui-ci, ni pour l'augmentation des salaires (il suffit d'«exiger»!).

Rappelons que le Pacte annoncé par le gouvernement et approuvé par le MEDEF (en réalité: proposé par le MEDEF - dès juillet dernier Gattaz, son président, avait demandé une mesure analogue - et approuvé par le gouvernement), vise à supprimer 50 milliards d'euros de «charges sociales» payées par les entreprises.

Ces charges sociales sont ce qu'on appelle le salaire «indirect» ou «différé»: une partie du salaire des travailleurs ne leur est pas versé directement, mais est «socialisé», c'est-à-dire utilisé pour financer les diverses prestations sociales. Diminuer cette partie revient donc en fait à baisser les **salaires réels**, avec l'avantage que cette baisse est dans l'immédiat indolore, le salaire net n'étant pas touché par cette baisse; il y a donc pour les capitalistes moins de réactions à redouter que si les travailleurs constataient une amputation de ce qu'ils reçoivent directement. Les conséquences

de la baisse des charges se feront cependant inévitablement sentir pour les prolétaires, soit par une diminution des prestations sociales, soit par une hausse des impôts ou taxes (TVA...), soit par une combinaison des deux: il y aura donc inévitablement une baisse de leur niveau de vie.

La réduction des charges sociales ne date pas du gouvernement Hollande; depuis les années 90 les mesures de réduction, d'allègement ou d'exonération de celles-ci se sont multipliées. Les économistes parlent de «baisser le coût du travail», reconnaissant ainsi qu'il s'agit bien de diminuer les salaires réels (pour le capitaliste, le «coût du travail» est ce qu'il paye au prolétaire, son **salaire**). Mais les réductions discutées actuellement sont sans précédent: le gouvernement Sarkozy lui-même n'avait pas osé aller si loin. Comme toujours les partis de gauche, grâce à l'appui implicite des organisations syndicales et autres associations réformistes diverses implantées parmi les prolétaires, arrivent à réaliser pour le capitalisme ce que les partis de droite ne réussissent pas à faire sans risquer de déclencher une tempête sociale.

RÉFORMISTES KEYNÉSIENS

En annonçant son pacte, Hollande l'a présenté comme s'inscrivant dans une «politique de l'offre» et il l'a justifié par la lutte pour l'emploi. Grâce à la baisse des charges, les entreprises pourraient plus facilement embaucher afin de produire davantage («offrir» davantage). Les économistes bourgeois **keynésiens**, comme le prix Nobel Krugman,

ont eu beau jeu de rappeler l'absurdité de la politique de l'offre théorisée il y a bien longtemps par l'économiste Say: les entreprises ne produisent en effet davantage que si elles pensent qu'existe un débouché pour leurs marchandises supplémentaires.

Les adeptes de l'économiste anglais Keynes sont partisans d'une «politique de la demande»: les entreprises ne produisent pas plus, la croissance est en berne, parce que les marchés sont saturés. Il ne faut donc pas les réduire encore par des politiques d'austérité, mais les élargir, que ce soit par des dépenses étatiques ou par une augmentation du pouvoir d'achat de la population; les entreprises augmenteront alors leur production pour satisfaire cette *demande* supplémentaire du marché.

Rien d'étonnant si tous les réformistes sont keynésiens: dans ce schéma en effet, l'augmentation des salaires et du niveau de vie des travailleurs est non seulement compatible avec la bonne marche de l'économie capitaliste, mais elle en est même une condition!

Malheureusement pour les réformistes et tous ceux qui rêvent à une conciliation possible des intérêts des prolétaires avec ceux des capitalistes, l'économie capitaliste ne fonctionne pas selon ce beau schéma. Ce qui est déterminant pour elle, c'est l'évolution des profits (plus exactement du **taux de profit**, c'est-à-dire le profit rapporté au capital investi). Or le taux de profit des entreprises françaises est sensiblement plus bas que celui de leurs concurrents, ce qui pèse sur leurs possibilités d'investissement - donc

(Suite en page 2)

Amadeo Bordiga - Sur le fil du temps Les intellectuels et le marxisme

(«Battaglia Comunista», n°18, 4-5/11/49)

Ce «Fil du temps», publié pour la première fois anonymement il y a près de cinquante ans dans l'hebdomadaire du parti de l'époque, rappelait de façon lapidaire l'attitude du parti marxiste par rapport aux intellectuels: à l'opposé de l'opportunisme qui courtise et valorise les célébrités de l'intelligentsia bourgeoise afin de couvrir de leur renommée sa politique de collaboration des classes, le parti de classe ne s'incline pas respectueusement devant les Intellectuels - surtout quand ils se mettent en tête de donner leur avis sur les questions politiques et sociales. Mais il accepte sans hésitation

ceux qui veulent rejoindre ses rangs, à condition que leur adhésion soit sincère, c'est-à-dire qu'ils cessent d'être des «intellectuels», des spécialistes de la pensée ou de la culture, pour devenir d'authentiques **militants communistes**.

Dans cet article Amadeo Bordiga saisissait l'occasion d'une des «campagnes pour la paix» rituellement organisées par les staliens. Le lecteur n'aura pas de peine à trouver des exemples actuels, surtout en France où la triste engeance des «intellectuels de gauche» est une calamité traditionnelle.

HIER

Les quatre points suivants, tant de fois développés en temps et lieux utiles, sont complètement indissociables dans la droite ligne marxiste:

1) Le mouvement prolétarien socialiste n'est en aucune façon un mouvement de culture et d'éducation. Les possibilités de développement de la pensée sont la conséquence d'un meilleur développement de la vie physique; elles ne viendront donc qu'après l'élimination de l'exploitation économique. Ceux qui font partie des classes à bas niveau de vie n'ont pas besoin de «savoir» pour lutter: il suffit qu'ils se révoltent contre leur condition d'affamés. Ils comprendront après.

2) Le parti révolutionnaire de classe ne refuse pas d'accueillir dans ses rangs

comme camarades et militants qualifiés, des individus des classes économiquement supérieures et de se servir de leur meilleur développement intellectuel pour sa propre lutte, quand il s'agit de véritables déserteurs du camp social adverse. Dans toutes les luttes de classe victorieuses cette rupture a été l'une des premières du front contre-révolutionnaire, en dépit des inconvénients, des crises et des retours en arrière dans des cas individuels.

3) La classe prolétarienne, qui a besoin de la formation du parti politique pour vaincre, a besoin aussi de la clarté, la continuité et la cohérence théoriques; elle donne donc une place de tout premier ordre à la défense de la doctrine de classe (à ne pas confondre avec la **conscience**, terme insidieusement subjectif et non col-

lectif qu'avec bien d'autres camelotes terminologiques il faut laisser aux positions conformistes et traditionalistes).

4) Le mouvement communiste révolutionnaire compte au nombre de ses pires ennemis, avec les bourgeois, les capitalistes, les patrons et avec les fonctionnaires et hommes de main des diverses hiérarchies, les «penseurs» et les «intellectuels» en général, représentants de la «science» et de la «culture», de la «littérature» ou de l'«art», présentés comme des mouvements et des processus généraux indépendants et au-dessus des déterminations sociales et de la lutte historique des classes.

Toute déviation par rapport à ces points, est, pour des raisons évidentes, en opposition irréductible aux bases du

(Suite en page 7)

Le «Pacte de responsabilité» et les grands organisateurs des défaites ouvrières

(Suite de la page 1)

sur la rénovation de leur équipement, sur l'augmentation de leur productivité, sur la possibilité de développer de nouveaux produits, etc. – et explique leurs pertes de parts de marché. Nous en voyons tous les jours les conséquences: faillites d'entreprises, fermetures d'usines – ou, pour celles qui le peuvent, délocalisations vers des pays à bas salaires afin d'y retrouver des taux de profit suffisants; en effet la seule façon qu'ont les entreprises pour faire face à la concurrence dans cette guerre économique aggravée par la crise capitaliste, est d'augmenter leurs profits, c'est-à-dire d'augmenter l'**exploitation** de leurs salariés (l'unique source du profit), en baissant les salaires ou en augmentant la *«productivité du travail»* par la diminution du nombre de salariés par quantité de marchandises produites.

Les mesures annoncées par Hollande ne sont pas motivées par une foi soudaine en la justesse des vieilleries théoriques d'un Jean-Baptiste Say, mais tout simplement par le souci d'accroître les profits des entreprises françaises. Quant aux déclarations selon lesquelles la priorité de l'action gouvernementale serait la lutte contre le chômage, elles relèvent de la propagande bien utile pour faire passer ces mesures pro-capitalistes: **sa priorité absolue est la restauration du taux de profit du capital!**

LE RÔLE IRREMPLAÇABLE DES APPAREILS SYNDICAUX POUR MAINTENIR LA PAIX SOCIALE

Les déclarations de Hollande et du gouvernement ont reçu l'approbation des *«milieux économiques»* en France et à l'étranger (un des signes a été donné par les agences de notation internationales qui ont conservé la note positive accordée à l'économie française), les critiques portant essentiellement sur la capacité du gouvernement à traduire ces déclarations en actes. Les dirigeants allemands par exemple s'inquiétaient de la réaction des syndicats et de l'attitude du gouvernement français à leur égard (1).

Ils doivent maintenant être rassurés! Dans un premier temps, Thierry Lepaon avait déclaré à la presse qu'il était opposé à la proposition de FO d'organiser une journée d'action, parce que la CGT ne voulait pas qu'on remette en cause les décisions gouvernementales; finalement une «journée d'action» a bien été décidée, mais nous avons vu que les organisateurs ont pris grand soin de ne pas critiquer le Pacte et de ne pas appeler à la lutte contre lui.

En outre (à l'exception de *Solidaires* qui tient à maintenir une maigre feuille de vigne contestataire), ils ont participé aux réunions syndicats - MEDEF chargées de négocier quelques miettes en guise de *«contrepar-*

tie» à la baisse des salaires réels décidée par le gouvernement. Comme s'est justifié un dirigeant de FO, le syndicat le plus en pointe dans la dénonciation – purement verbale! – du Pacte, pas question de pratiquer la politique de *«la chaise vide»* (à cette table des *«partenaires sociaux»* où on discute du sacrifice des intérêts prolétariens), même si comme la CGT, FO ne signera rien (il faut bien garder un minimum de crédibilité aux yeux des prolétaires si on veut continuer à empêcher que leurs réactions posent un problème aux capitalistes).

Cette répugnante comédie le démontre une fois de plus: les appareils syndicaux, financés par les patrons (2) et les diverses institutions bourgeoises de la collaboration entre les classes, sont un obstacle majeur à la lutte ouvrière; collaborationnistes jusqu'à la moelle, indéfectiblement attachés à la défense de l'économie française, ils ne peuvent être que les adversaires résolus de toute lutte d'ampleur qui risquerait d'affaiblir le capitalisme national (ne parlons pas de lutte révolutionnaire pour l'abattre!).

Impossible de compter sur eux pour offrir la moindre résistance aux attaques patronales qui ne cessent de prendre de l'ampleur (les mesures gouvernementales actuelles en appellent inévitablement d'autres, car elles seront **insuffisantes** pour «redresser» une économie capitaliste qui ne cesse de s'affaiblir face à ses concurrents) (3): ces organisations s'évertuent depuis des mois et comme elles l'ont toujours fait, à soutenir à leur manière l'action pro-capitaliste du gouvernement – surtout quand celui-ci leur accorde une chaise aux réunions anti-prolétariennes.

La rupture avec ces appareils collaborationnistes, avec ces artisans de la paraly-

sante paix sociale, le retour à l'organisation et à la lutte indépendantes de classe, sans se laisser arrêter par les incantations bourgeoises en faveur de l'économie nationale, régionale ou locale, ni se laisser égarer par les propositions de réforme du capitalisme, devient une nécessité toujours plus impérieuse pour la défense des intérêts prolétariens.

Salaire contre profit! Classe contre classe!

Telle est la devise qui doit guider les prolétaires.

(1) Un dirigeant parlementaire allemand déclarait à ce propos au *Monde* du 17/1: *«je suis curieux de voir si le président Hollande à le pouvoir nécessaire pour faire face aux syndicats»*. Ce parlementaire de la CDU (parti de Merkel) habitué à la «cogestion» en Allemagne, aurait dû se renseigner sur les syndicats français: il se serait aperçu qu'ils jouent le même rôle que dans son pays...

(2) Le procès Gautier-Sauvagnac, ce dirigeant de l'UIMM (organisation patronale de la métallurgie), convaincu de distribution de sommes importantes en liquide aux syndicats pour *«fluidifier les rapports sociaux»* (!), vient, s'il le fallait, de le démontrer.

(3) Les recommandations de la Commission Européenne début mars expriment les desiderata des capitalistes: les baisses prévues des charges des entreprises sont trop faibles, le salaire minimum trop élevé et plus généralement le coût du travail trop important – sans parler du déficit public qui n'arrive pas à se réduire suffisamment et suffisamment vite.

Regain d'agressivité impérialiste française en Afrique

Plus de deux mois après l'envoi des troupes françaises en Centrafrique (où se trouvaient déjà quelques centaines de soldats français en plus d'une force militaire africaine), alors que des renforts de plusieurs centaines d'hommes viennent d'être décidés et que le parlement vient de voter à la quasi-unanimité la poursuite de l'intervention, un premier bilan de l'«opération Sangaris» peut être tiré: les massacres non seulement ont continué, mais ils ont pris une ampleur sans précédent. Les témoignages se sont multipliés sur l'inaction des soldats français devant des pogroms et des lynchages.

Cette indifférence est la sanglante démonstration que ces soldats n'ont pas été envoyés là-bas pour «sauver des gens» comme l'assurait Hollande, mais pour **sauver les intérêts de l'impérialisme français** (ainsi que l'a reconnu sans fard le parti de Mélenchon). C'est bien pourquoi les pays européens n'ont pas répondu aux demandes de l'impérialisme français, qui doit compter avec des ressources financières et militaires limitées, d'envoyer des troupes le soutenir en Centrafrique; la Belgique qui à un certain moment semblait la plus décidée à envoyer des soldats, a finalement catégoriquement refusé. Les autres Etats européens n'ont pas gobé les affirmations répétées de Paris selon lesquelles les Français combattaient en Afrique pour les défendre contre une supposée menace djihadiste, parfaitement conscients qu'ils combattaient uniquement pour des intérêts français. Comme Hollande l'avait annoncé de façon un peu trop précipitée, les impérialistes français ont finalement destitué le président centrafricain Djotodia qu'ils avaient laissé accéder au pouvoir, et l'ont remplacé par Catherine Samba-Panza. Cette femme d'affaires associée à des intérêts français a demandé officiellement que les soldats français, censés n'être là que pour quelques mois, restent dans le pays jusqu'en 2015: il lui faut une force militaire sûre pour asseoir son pouvoir. Quant à la population laborieuse qui a échappé aux tueries et aux pogroms, plongée dans la misère en raison du non paiement des salaires et de la hausse des prix de première nécessité causée par la crise, elle n'a rien à attendre de l'intervention militaire impérialiste française.

Par ailleurs une réorganisation de la présence militaire française en Afrique est en préparation. Selon la presse, il s'agirait d'assurer une présence permanente de 3000 soldats français au Tchad, au Mali et au Niger, d'où ils pourraient être rapidement envoyés dans les pays de la région. D'autre part, des discussions auraient lieu avec les Américains, notamment lors du voyage de Hollande aux Etats-Unis pour que ces derniers fournissent une aide aux forces françaises dans le «renseignement», les drones, etc. En outre il est question d'opérations des «forces spéciales» des deux pays dans le sud de la Libye où l'absence d'Etat permet la création de bases-arrière pour des forces de guérilla (décrites comme «djihadistes») dont les actions sont à nouveau signalées au nord du Mali (d'autres sources ont évoqué la participation de forces algériennes à ce genre d'opérations).

En fait le terreau des actions d'insurgés au Mali, comme des affrontements en Centrafrique ou au Sud-Soudan, est la misère, l'oppression et l'injustice qui sont une conséquence directe de l'ordre capitaliste international où les impérialistes avec l'aide des bourgeoisies de ces pays, pillent les ressources et soumettent les prolétaires à une exploitation bestiale. En plongeant des masses de population toujours plus nombreuses sur la planète, et pas seulement dans les pays dits «périphériques» ou «sous-développés», dans la misère, les affrontements et les guerres, cet ordre capitaliste sème aussi les germes de sa propre destruction qui deviendra possible lorsque les prolétaires des grandes métropoles du monde se lanceront à son assaut et vengeront toutes ses victimes.

Poussés par la crise à un regain d'agressivité pour défendre leurs intérêts, les impérialistes français, qui ont bâti leur richesse et leur puissance dans le sang des exploités d'ici et d'outre-mer, se préparent à de nouvelles interventions militaires en Afrique; les prolétaires doivent se préparer à les combattre!

Nous reproduisons ci-dessous le texte du tract publié en décembre dernier contre l'intervention militaire en Centrafrique.

A bas l'intervention militaire française en Centrafrique ! A bas l'impérialisme français !

Le gouvernement français a décidé à la mi-décembre d'envoyer plusieurs centaines de soldats en Centrafrique : officiellement 1600 (qui s'ajoutent aux quelques centaines déjà présents) pour une durée limitée, là aussi officiellement, à 16 mois. Le grand quotidien bourgeois *Le Monde* parle à ce sujet de *«pieux mensonge destiné à ménager une opinion publique peu concernée»* (1); mais l'expérience a suffisamment démontré que les mensonges, «pieux» ou non, accompagnent toujours les interventions impérialistes. Nous en avons encore un exemple répugnant à propos de cette opération militaire.

Selon le gouvernement en effet, la France n'aurait aucun intérêt en Centrafrique, et elle n'envairait des troupes que pour sauver des vies humaines. Plaidant en faveur de l'expédition militaire, Fabius a invoqué un danger imminent de *«génocide»* (les ministres socialistes sont bien placés pour

parler de génocide: c'est sous un gouvernement de «cohabitation» Mitterrand – Chirac que l'impérialisme français s'est rendu coupable de complicité active dans le génocide rwandais), et c'est avec cette justification que le conseil de sécurité de l'ONU a voté une résolution présentée par le gouvernement français pour justifier une intervention militaire (2).

Mais selon les médias, cela fait près de 4 mois que les militaires français préparaient leur opération!

C'est qu'en réalité, l'impérialisme français a des intérêts bien réels en Centrafrique. Ce n'est pas nous qui le disons, mais le Parti de Gauche de Mélenchon : plus franc que Hollande ou Fabius, ce parti soi-disant d'opposition de gauche au gouvernement, déclare que l'intervention militaire est *«légitime»* car *«le gouvernement n'interviendrait pas si nos intérêts nationaux n'étaient pas en jeu. En l'espèce il s'agit*

notamment de l'uranium» (3).

Grand à peu près comme la France mais ne comptant que moins de 5 millions d'habitants, la Centrafrique est un pays essentiellement agricole dont la population est parmi les plus pauvres de la planète. Pourtant elle recèle des richesses indéniables, même si elles ne sont pas toujours exploitées en raison soit de l'enclavement du pays, soit du manque de capitaux. Outre les diamants (le scandale des diamants offerts par «l'empereur» Bokassa à Giscard d'Estaing contribua à la chute de ce dernier) et les bois tropicaux exploités par des sociétés françaises, la Centrafrique possède des gisements de cuivre et d'uranium qui ne sont pas encore réellement exploités (la société française Areva a repoussé la mise en exploitation de sa mine de Bakouma en raison de la baisse des prix de l'uranium sur le marché mondial). Elle possède aussi des gisements de pétrole : la concession d'un permis de recherche à une société chinoise par le

gouvernement précédent est parfois cité comme une des causes de la rupture de l'impérialisme français, inquiet de la poussée chinoise dans le pays, avec Bozizé.

Mais peut-être plus important encore est l'emplacement stratégique du pays au cœur de l'Afrique, qui avait déjà été la raison de sa colonisation par la France au dix-neuvième siècle: limitrophe du Congo, du Tchad, du Soudan et du Cameroun, une Centrafrique en proie à de graves troubles fait peser une menace sur des pays de l'Ouest africain déjà fragilisés où l'impérialisme tricolore a des intérêts économiques plus importants.

C'est pourquoi depuis son indépendance juridique en 1960, la Centrafrique n'a jamais cessé d'être sous la domination économique et politique de l'impérialisme français qui intervient constamment dans sa politique intérieure.

Sans vouloir faire une histoire de cette

Regain d'agressivité ...

domination au cours du demi-siècle écoulé, il faut rappeler quand même que les impérialistes français, après avoir soutenu le régime de Bokassa, jusque et y compris dans sa phase mégalomane, le renversèrent en 1979 après qu'il ait manifesté quelques velléités d'indépendance; ils réinstallèrent à sa place Dacko (le premier président de Centrafrique, qui avait été renversé par Bokassa), venu dans un même avion militaire que les troupes françaises... A cette époque, sous Mitterrand pendant les années 80 et jusqu'au début des années 90, le véritable dirigeant de la Centrafrique était le colonel des services secrets français Mansion!

Au début des années 90, les impérialistes français appuyèrent la venue au pouvoir «démocratiquement» de Patassé, y compris en intervenant militairement pour le défendre (1996).

En 2003 ils soutinrent le coup d'Etat du général Bozizé (dont le plus haut fait d'armes était le massacre de dizaines d'étudiants en 1979); des troupes françaises (y compris l'aviation et les parachutistes) intervinrent à plusieurs reprises pour maintenir son pouvoir face à des rébellions récurrentes. Une force africaine «de paix» et des soldats français s'installèrent à Bangui, sans évidemment que l'impérialisme ne trouve rien à redire à un régime brutal et corrompu: la brutalité et la corruption sont nécessaires au pillage impérialiste!

Mais des heurts avec des intérêts impérialistes français étaient apparus ces derniers temps, au point que, peu après son élection, Hollande déclarait, face à la création de la force rebelle Séléka, que les soldats français ne défendraient pas le régime Bozi-

zé. Cependant en décembre 2012, alors que la Séléka, aux portes de la capitale, était arrêtée par les soldats tchadiens de la force africaine, des centaines de soldats français débarquaient en urgence à Bangui, officiellement pour assurer la sécurité des français présents sur place: il s'agissait en fait d'accroître la pression sur Bozizé et son régime. Un accord était conclu pour la formation d'un gouvernement intérimaire et Bozizé promettait d'abandonner le pouvoir.

Mais quelques semaines plus tard, Bozizé revenait sur ses promesses: il se croyait suffisamment renforcé par l'arrivée de soldats dépêchés par l'Afrique du Sud qui est alléchée par les ressources minières du pays et qui brûle de prendre la place des vieux impérialismes coloniaux. Mais le rapace impérialisme français n'avait pas dit son dernier mot; les troupes de la Séléka reprenaient l'offensive sans être arrêtées par les alliés tchadiens de la France, infligeant une cuisante défaite aux soldats sud-africains tandis que Bozizé réussissait à s'enfuir.

Dès leur entrée dans Bangui, les insurgés de la Séléka demandèrent aux soldats français de les aider à «sécuriser» la capitale. Cependant cela aurait été une reconnaissance trop évidente de la collusion avec la Séléka et les militaires français se contentèrent de laisser faire. Mais en quelques mois les forces hétéroclites composant la Séléka révélèrent leur incapacité à gouverner et prenant leur autonomie elles mirent le pays en coupe réglée, provoquant par leurs exactions l'exaspération d'une partie croissante de la population. C'est devant une situation qui devenait de plus en plus explosive que l'impérialisme français se décidait finalement à intervenir...

L'envoi de soldats n'est donc absolu-

ment pas motivé par le souci de sauver des vies humaines, comme le prétend le PCF qui approuve cette intervention au nom de «la protection des populations civiles» (4): l'impérialisme français a montré aux plus aveugles que ses interventions répétées en Centrafrique au cours du demi-siècle écoulé étaient exclusivement motivées par de sordides intérêts économiques et géopolitiques! Sa domination sur ce pays africain, comme sur les autres, n'a apporté aux populations que des souffrances, du sang et de la misère; par contre elle a rempli les coffres des requins capitalistes et des sociétés qui pillent le continent. Mais il n'y a pire aveugle que ceux qui ne veulent pas voir: les partis de gauche en dehors du gouvernement comme le PCF et le PG sont tout aussi pro-impérialistes que le PS! Les massacres en Centrafrique ont d'ailleurs pris de l'ampleur depuis le début de l'intervention militaire française, et des scènes de lynchage ont eu lieu sans que les soldats français interviennent...

En dépit de la véritable union nationale qui s'est constituée autour de cette intervention, les politiciens bourgeois de droite ou de gauche ne peuvent que constater qu'elle est impopulaire parmi la population en général et les travailleurs en particulier: en butte aux attaques économiques des capitalistes ici, ces derniers ne sont guère prêts à soutenir les attaques militaires des capitalistes à l'étranger!

Les prolétaires des métropoles n'ont aucun intérêt à soutenir les agissements impérialistes de leurs exploiters; ils ont par contre tout intérêt à s'y opposer car les capitalistes y trouvent le moyen de se renforcer et de renforcer leur exploitation: un peuple qui en exploite un autre ne peut être libre, disait déjà Marx. La solidarité avec les

populations et les prolétaires opprimés par l'impérialisme, la lutte contre toutes les exactions de l'impérialisme, l'opposition à toutes ses interventions militaires – qui se déguisent toujours sous des prétextes pacifistes –, n'est pas un devoir humanitaire ou démocratique; c'est une nécessité de la lutte prolétarienne de classe!

La lutte anticapitaliste ici est le seul moyen d'apporter une aide réelle décisive aux masses exploitées et opprimées de Centrafrique et d'ailleurs en affaiblissant, en attendant d'avoir la force de l'abattre, la pieuvre impérialiste qui les étrangle.

A bas à l'intervention impérialiste en Centrafrique ! A bas l'impérialisme français !

Pour la reprise de la lutte anticapitaliste ! Pour la reconstitution du parti de classe international, dirigeant et centralisant la lutte prolétarienne vers révolution communiste mondiale !

22/12/2013

(1) *Le Monde*, 19/12/13 (2) cf <http://www.lepartidegauche.fr/actualites/edito/la-centrafrique-l-armorique-26204>

(3) En raison de ses difficultés économiques, le gouvernement cherche l'aide de ses «partenaires» impérialistes européens, américain et onusien. Mais ceux-ci ne montrent aucun enthousiasme à lui accorder une aide, financière ou autre, pour aider l'impérialisme français à se maintenir dans ses chasses gardées...

(4) Déclaration du PCF au parlement, 10/12/2013 cf <http://www.comunistes-republicains-partidegauche.assemblee-nationale.fr/expressions/intervention-en-centrafrique>

Pour les prolétaires sud-africains la voie à suivre n'est pas celle de Mandela, mais celle de la lutte de classe!

Le 5 décembre dernier, Nelson Mandel, le leader indiscuté de la lutte anti-apartheid est mort à l'âge de 75 ans. Les médias du monde entier ont rapporté son histoire personnelle, sa condamnation à 127 ans de prison, sa libération en 1990, sa collaboration avec le pouvoir raciste blanc pour mettre en route un processus de réconciliation nationale, par ailleurs recherché tout au long de sa vie, y compris dans la lutte armée contre le pouvoir ségrégationniste après le massacre de Sharpeville en 1960; l'obtention du prix Nobel de la paix en 1993 en même temps que le leader blanc De Kerk et son élection à la présidence de l'Afrique du Sud en 1994.

Il ne faut certes pas mépriser la lutte spécifiquement anti-apartheid qui se donnait comme objectifs: l'égalité des droits des noirs, constituant la majorité de la population, avec les métis et les blancs; la fin des discriminations, la redistribution des terres, les droits syndicaux, le droit à l'instruction pour tous. Ces revendications étaient entièrement compatibles avec la démocratie bourgeoise; mais le régime le Pretoria, soutenu par les Etats-Unis et par les grandes démocraties française et anglaise, ne voulaient pas les accorder. En cela il défendait évidemment les privilèges sociaux institués depuis longtemps des Africains; mais il répondait aussi aux intérêts des bourgeoisies du monde entier qui, en dépit de tous les droits et de toutes les réformes, sont en permanence à la recherche de masses de force de travail exploitables par le capital au coût le plus bas.

Insurgés d'innombrables fois contre leurs conditions de vie et de travail, et donc contre le système ségrégationniste, les prolétaires noirs ont fait preuve pendant des décennies de leur combativité; mais cette combativité, limitée par leur propre spontanéité, est restée prisonnière de syndicats et partis substantiellement nationalistes, donc liés à des intérêts bourgeois; par conséquent, en l'absence d'un véritable parti communiste révolutionnaire, ils n'ont jamais pu se placer sur le terrain de la lutte de classe pour la défense exclusive de leurs propres intérêts. Ils ont lutté, ils se sont sacrifiés, ils sont morts contre une forme particulièrement odieuse du pouvoir bourgeois – le régime d'apartheid. Mais en définitive ils ont

objectivement combattu pour une cause bourgeoise; ils ont permis par leur propre sacrifice à la bourgeoisie sud-africaine et à ses parrains impérialistes de surmonter une situation particulièrement critique où les lois raciales ne permettaient plus d'exploiter avec autant d'efficacité une main d'oeuvre qu'elles poussaient à la révolte. La démocratie promettait d'obtenir beaucoup plus sûrement et efficacement la paix sociale que le système répressif d'apartheid; et les impérialismes qui au cours des décennies précédentes n'avaient jamais eu aucune objection réelle à l'apartheid, se mirent à pousser à sa disparition.

Mandela a certes été très longtemps emprisonné, mais il n'a pas été éliminé comme un Patrice Lumumba ou un Thomas Sankara qui ont été tués parce qu'ils s'opposaient à des intérêts liés aux vieilles puissances coloniales. Ses liens avec l'ANC et le Parti Communiste Sud-africain expliquaient qu'il n'était pas un adversaire du capitalisme, mais en définitive un conciliateur devenu extrêmement utile pour permettre une transition pacifique de l'apartheid à un régime de «réconciliation nationale», processus appuyé par les plus grandes puissances mondiales.

En 1986 nous écrivions: «Si les racistes blancs sont chassés du pouvoir en Afrique du Sud, les portes du capital s'ouvriront de toute évidence à la nouvelle bourgeoisie noire qui est aujourd'hui rejetée aux marges du grand capital. Couche constituée de petits propriétaires, de petits commerçants, de petits artisans, celle-ci n'a pas de pouvoir économique réel, mais ses aspirations politiques et économiques bourgeoises s'appuient sur le peu de privilèges dont elle dispose par rapport aux masses déshéritées; luttant avec le prolétariat et les masses noires surexploitées contre l'apartheid, elle cherche la possibilité d'évoluer en bourgeoisie nationale exploitant le travail salarié au même titre que la bourgeoisie blanche» (1).

Aujourd'hui l'Afrique du Sud peut se vanter d'occuper une position respectable parmi les pays capitalistes; elle fait partie des «BRICS», ce groupe de puissances capitalistes «émergentes» par rapport aux vieux

pays capitalistes occidentaux. En dépit de sa belle Constitution démocratique reconnaissant l'égalité de tous les citoyens, sans discrimination de race ou de sexe, elle est le pays dans le monde où les inégalités sociales sont les plus fortes et où elles tendent à se creuser encore; un pays où l'économie reste solidement aux mains de la bourgeoisie blanche, même si elle est flanquée d'une petite couche de nouveaux riches noirs; un pays où la concurrence entre prolétaires s'est aggravée avec la croissance économique comme le montrent les pogroms de 2008 dans les townships contre les immigrés venus des pays voisins (2).

Les chefs d'Etat du monde entier sont accourus pour «rendre un dernier hommage» à Mandela, y compris les représentants des pays qui pendant des décennies ont exploité jusqu'au sang les prolétaires noirs d'Afrique du Sud, de Rhodésie, de Namibie. Le plus notable parmi eux, c'était évidemment Obama, le premier président noir des Etats-Unis; il a adressé à la mémoire du premier président noir d'Afrique du Sud des paroles censées toucher le coeur des opprimés du monde entier, mais qui en réalité sonnaient aussi faux que tout discours démocratique bourgeois.

Le démocrate Obama a oublié dans son discours que jusque aux années 90, la Maison Blanche définissait l'ANC comme «organisation terroriste» et que sa défense des capitaux américains investis dans le pays allait jusqu'au soutien aux opérations militaires de Pretoria contre l'Angola et le Mozambique nouvellement indépendants. Décivant Mandela comme «le dernier libérateur du XXe siècle, un géant de l'histoire», il l'a comparé à Gandhi et à Martin Luther King «qui donna une voix puissante aux revendications des opprimés». Et au moment où venait de Washington la confirmation que le camp d'internement de Guantanamo ne serait pas fermé – contrairement à ce qu'il avait promis – il rappelait que Mandela avait «subi un emprisonnement brutal qui a commencé à l'époque de Kennedy et de Kroutchev et a duré jusqu'aux derniers jours de la guerre froide»; puis il terminait en disant que Mandela «a changé les lois, mais il a aussi changé les coeurs» (3).

Les lois peuvent sans doute être changées, et peut-être même les sentiments qui logent dans les coeurs; mais si les lois qui sont le fondement de la vie sociale restent les mêmes parce que le mode de production est le même, le capitalisme, alors pour la grande majorité prolétarienne de la population, le rapport à la société ne change pas: toujours assujettie au travail salarié, dépendante des oscillations du marché, elle reste soumise à un régime d'exploitation brutale, condamnée à une vie de privations et contrainte à réagir à des conditions de vie et de travail intolérables.

Les grèves des mineurs de Marikana en août 2012 et le massacre qui s'en suivit (4), comme les grèves ultérieures sont la démonstration que Mandela et l'alliance au pouvoir (Parti Communiste Sud-africain, ANC et centrale syndicale Cosatu) ont toujours oeuvré non seulement pour le maintien du capitalisme mais aussi de la bourgeoisie blanche, alors que fleurissent plus que jamais l'oppression, l'exploitation, la misère et le racisme.

Faut-il s'en étonner? Dès sa déclaration lors de son procès en 1964, Mandela déclarait: «L'ANC n'a jamais, à aucun moment de son histoire, souhaité un changement révolutionnaire dans la structure économique du pays, ni n'a jamais, pour autant que je me souviens, condamné la société capitaliste» (5).

La venue à Pretoria de tous les plus grands représentants de l'impérialisme mondial pour les funérailles de Mandela a une signification qui va au delà de l'hommage à un président mort transformé en icône de la pacification sociale. C'est aussi la démonstration de l'importance stratégique de l'Afrique du Sud non seulement en raison de sa richesse en matières premières et de sa puissance sur le continent africain, mais également en fonction des rapports inter-impérialistes. Cela signifie que si les agitations ouvrières en Afrique du Sud prenaient une orientation de classe ouverte et débouchaient sur la constitution d'organisations de classe, elle pourraient engendrer de puissantes luttes servant d'exemple pour les

(Suite en page 4)

Pour les prolétaires sud-africains ...

(Suite de la page 3)

prolétaires du continent et d'ailleurs: c'est ce qui inquiète les bourgeois blancs ou noirs d'Afrique du Sud, mais aussi les bourgeois des autres pays africains et des pays impérialistes.

Les prolétaires sud-africains devront mettre à profit les dures leçons reçues depuis la fin de l'apartheid; quand, comme c'est arrivé à Marikana, quand la démocratie et la collaboration de classe défendues par l'ANC et les hymnes au pacifisme au nom de Mandela ne suffiront plus à calmer leur colère, la classe dominante n'hésitera pas une seconde à envoyer sa police ou son armée

les réprimer avant que l'incendie prolétarien ne gagne tout le pays et s'étende ailleurs.

En Afrique du Sud, comme dans tous les pays capitalistes la perspective pour les prolétaires ne peut être la démocratie bourgeoise, la conciliation entre les intérêts bourgeois et les intérêts prolétariens, l'interclassisme défendu par toutes les forces de la conservation sociale, et en particulier par les bureaucraties syndicales et politiques collaborationnistes corrompues.

La perspective pour les prolétaires ne peut être que la lutte de classe ouverte, organisée de façon adéquate sur le terrain des revendications immédiates à travers des organisations économiques classistes comme sur le terrain politique plus général, à travers la formation du parti politique de classe: le parti révolutionnaire, internationaliste, marxiste, fondé sur le programme communis-

te qui est à la base de notre organisation. Il n'y a pas d'autres voies.

(1) cf «Afrique du Sud, apartheid et lutte de classe», *Il Comunista* n°4-5, juillet-octobre 1986.

(2) Selon un rapport de la Banque Mondiale de juillet 2012, le coefficient de Gini (mesure des inégalités sociales) est «le plus élevé au monde, montrant que les inégalités se sont aggravées depuis la chute de l'apartheid»! cf <http://www.afriqueexpansion.com/la-poudriere-sud-africaine/4976-afrique-du-sud-les-inegalites-perdurent.html>

(3) cf *Il Manifesto*, 11/12/13

(4) cf *Le Proletaire* n°504

(5) cf Instant Book Corriere della Sera, juillet 2013.

«programme communiste» N° 102 - Février 2014

Au sommaire

- Derrière le mythe de l'Europe unie
- Le programme révolutionnaire de la société communiste élimine toute forme de propriété de la terre, des installations productives et des produits du travail (1)
- Histoire de la Gauche communiste: La question du Front Unique (1)
- *En défense du marxisme*. Le CCI et le «gène égoïste»
- *Notes de lecture*. Pseudo «révolution démocratique» ou révolution prolétarienne en Algérie
- *Notes d'actualité*. Misère du «syndicalisme alternatif»

Prix: 4 €/8 FS/3 £/1000 CFA/USA+Cdn
US \$ 4/Am. Latine US \$ 1,5/Algérie 100
DA Maroc 20 MAD

Venezuela

Ni le gouvernement chaviste, ni l'opposition de droite ne peuvent fournir une issue favorable aux vicissitudes historiques du capitalisme. Seul le prolétariat pourra les résoudre par sa lutte de classe révolutionnaire.

Depuis plusieurs semaines le Venezuela est le théâtre de grandes manifestations de protestation, organisées au départ contre l'insécurité régnante à Caracas. Le gouvernement a utilisé tous les moyens à sa disposition pour essayer de calmer la colère des petits-bourgeois après le sauvage assassinat d'une ancienne reine de beauté, crime qui a été la goutte de sang faisant déborder le vase.

L'ANNUS HORRIBILIS DU CHAVISME

L'«année horrible» du gouvernement bolivarien a eu comme première réponse les manifestations actuelles massives des dites «classes moyennes»; c'est la démonstration claire que le capitalisme ne frappe pas seulement le prolétariat qui peut et doit lutter jusqu'au bout, mais qu'il s'en prend aussi à des secteurs de la petite bourgeoisie et des couches moyennes de la société qui, elles, n'ont pas de programme historique indépendant pour affronter jusqu'au bout le capitalisme.

Les prolétaires au Venezuela encore prisonniers des illusions chavistes, n'ont pas besoin de beaux discours ou de propositions qui ne peuvent que les conduire dans l'impasse et les démoraliser, mais de la lutte de classe ouverte et sans concession pour défendre leurs conditions de vie et de travail. C'est en entrant en lutte de manière décidée que les prolétaires pourront unir autour d'eux contre le capitalisme, les classes moyennes et les petits bourgeois frappés aussi par la crise. Sinon, ces couches seront utilisées par la grande bourgeoisie contre le prolétariat, comme l'histoire l'a démontré d'innombrables fois, depuis l'Allemagne des années trente au Chili d'Allende.

POURQUOI ÉTAIT PLEIN LE VERRE QUI A DÉBORDÉ?

Il est notoire que le Venezuela est depuis toujours situé entre deux barils, un baril de pétrole, et un baril de poudre sociale. La tension sociale n'a jamais disparu que ce soit avant ou après Chavez; mais cela fait au moins 12 ans que nous n'avons pas vu une vague de protestations de l'importance de celle actuelle. Et à première vue les choses ne tendent pas à se calmer, mais elles s'aggravent, au point d'alimenter les rumeurs au sujet d'une rupture constitutionnelle et de la formation d'un gouvernement de transition ou d'une junte politico-militaire, cette sinistre figure déjà connue en Amérique Latine qui apparaît et disparaît pendant des décennies.

Il faut rappeler aussi que les quatre grands problèmes au Venezuela sont: l'inflation qui l'année dernière s'est élevée à 56% (!), le manque de produits de première nécessité (un tiers est en rupture d'approvisionnement), et les 4 dévaluations de la monnaie en un an de nouveau gouvernement (déguisées en contrôle des changes) – trois grands problèmes étroitement liés entre eux; et, au plan social, la très forte criminalité (26 mille meurtres en 2013) liée sans aucun doute à l'incertitude économique dans un pays qui ne pourrait survivre sans la matière première

pétrolière: une poudrière qui menace d'éclater à la moindre friction.

C'est après l'horrible assassinat que nous avons évoqué, que de larges secteurs des classes moyennes ont commencé à protester contre l'insécurité et la passivité complice de l'Etat.

LE GOUVERNEMENT ET SES «COLLECTIFS» D'HOMMES DE MAIN A L'OEUVRE

Les premières manifestations, organisées par des étudiants de toutes les grandes universités privées et quelques unes des publiques, furent fortement réprimées au cours d'une série d'épisodes dans lesquels le groupe maoïste «Tupamaros» et d'autres «collectifs» agissant comme hommes de main au service du gouvernement, utilisèrent des armes à feu pour blesser et tuer des manifestants armés de pierres et de bâtons, dans une ambiance surchauffée de tension entre opposants et partisans du gouvernement. Il est paradoxal que ces «Tupamaros» (qui ont eu la malice d'enregistrer leur «marque»!) étaient parmi les premières «têtes brûlées» sans sigle politique, à brûler des pneus, utiliser des armes de fortune et ériger des barricades contre les organes répressifs de l'Etat bourgeois dans le fameux quartier du «23 de Enero» et l'Université de Mérida, dans la période pré-chaviste... Les manifestations se sont succédées et le nombre de détenus, de blessés et de morts n'a cessé d'augmenter au fil des manifestations, et l'on peut craindre que si le chiffre est encore relativement limité, il risque de s'élever en même temps que continuent les manifestations: aujourd'hui nous en sommes à 13 morts (1) et une centaine de blessés, avec des cas de torture et de viols. Maintenant ce ne sont plus seulement les étudiants, mais des masses gigantesques des classes moyennes dont la colère ne diminue pas contre un gouvernement incapable d'assurer la sécurité, et devant un avenir qui se présente sous des couleurs sombres pour l'économie pétrolière vénézuélienne. La colère s'est exacerbée et étendue au moins aux villes les plus peuplées du pays; les manifestants ne demandent plus seulement la fin de l'insécurité et de la hausse des prix de produits de première nécessité, mais la démission du président Maduro.

UN GOUVERNEMENT QUI PERD SA CRÉDIBILITÉ ET SON AUTORITÉ, MAIS QUI CONSERVE LE POUVOIR...

Le gouvernement pensait au début être face une vague de violence dirigée par l'opposition, une nouvelle tentative putschiste, semblable à celle de 2002, mais cette fois sans

appui militaire et avec un faible soutien diplomatique nord-américain (les Etats-Unis espèrent aujourd'hui seulement pêcher en eau trouble).

L'opposition a largement profité que le gouvernement se trouve à genoux en raison de l'importance des difficultés auxquelles il est confronté et du manque de temps pour les résoudre. Il était prévisible que toutes les mesures économiques et financières du gouvernement Maduro ne feraient qu'approfondir la crise qui frôle maintenant la récession économique. Les chiffres sont dans le rouge, au point d'évoquer la Grèce ou l'Irlande d'un passé récent. Selon toute probabilité et en dépit du pétrole qui gît dans son sol, le Venezuela est proche du défaut ou de l'insolvabilité pour résoudre les problèmes de paiement de ses créanciers étrangers ou intérieurs, ce qui va contraindre le gouvernement à diminuer les dépenses publiques, «qu'il pleuve ou qu'il tonne» comme l'a dit le président vénézuélien.

La fin février a vu des manifestations des deux camps. Mais les marches organisées par le gouvernement ont été singulièrement maigres; y compris le fait, comme nous le verrons plus loin que Chirino soit descendu dans l'arène, est dû à l'éclatement d'une manifestation d'ouvriers du pétrole et de personnalités connues du syndicalisme à la PDVSA (la société pétrolière d'Etat) qui non seulement ont refusé de manifester en soutien au gouvernement («Les travailleurs du pétrole ne marchent pas avec leurs bourreaux»), mais qui ont dénoncé les mesures économiques erratiques de ce dernier et la répression des autorités. L'Etat répondit à cette manifestation par l'arrestation d'une dizaine de personnes, relâchées rapidement après une pluie de protestations, y compris au plan international.

La réaction du gouvernement à l'expression du mécontentement social a d'abord en effet été de faire peur et d'interdire les manifestations des *escualidos* (les «maigres», terme péjoratif employé pour désigner les partisans de la droite) dont le nombre n'a en réalité jamais été maigre, contribuant à dissiper les illusions sur le prétendu socialisme au Venezuela et autres fables. Mais les menaces et les intimidations ont leurs limites; et à peine ont-elles été prononcées que les masses ont continué et étendu les manifestations et les «guarimbas» (1). Après les attaques et les menaces, le gouvernement a proposé une réunion avec tous les «facteurs» politiques de la société vénézuélienne pour trouver une véritable issue à une rébellion qui croît de jour en jour.

L'ISSUE N'EST PAS FACILE

Comme on a pu le constater, le mécontentement social devant les mesures que dès le début de son mandat l'administration Maduro a mises en action, s'est manifesté clairement par les luttes des travailleurs de Sidor (sidérurgie) et de l'industrie automo-

bile; mais au delà, comme dans les «révolutions de couleur» qu'ont connu les anciennes «démocraties populaires» européennes, les forces «de droite» ont essayé d'attiser l'instabilité, initialement pour négocier une issue transitoire ou un gouvernement de transition autour de personnalités «social-démocrates» de l'opposition. En réalité il n'y a pas eu de retard ni d'hésitation par rapport à cette transition: les faits, les mesures anti-prolétarienne et l'histoire même de Maduro, montrent que nous sommes en pleine transition vers ce que demandent les bourgeois: un gouvernement qui bénéficie encore plus aux capitalistes, Maduro et Cabello étant à la tête d'un groupement économique (la dite «bolibourgeoisie») qui n'est en rien hostile à un accord avec ceux qui ont poussé aux agitations, avec ceux qui n'ont jamais renié leurs tentatives sanglantes de coup d'Etat. On retrouve la situation du Chili il y a plus de trente ans, où Allende comme Maduro aujourd'hui, cherchait la paix, dénonçait les «provocations», et accueillait même dans son gouvernement des représentants de l'opposition, jusqu'à faire venir Pinochet pour calmer les putschistes!

C'est pourquoi, entre autres multiples raisons, que le prolétariat au Venezuela ne peut appuyer ni Maduro, ni l'opposition Capriles - Lopez - Corina Machado: parce qu'il ne s'agit pas de faire barrage au «fascisme» comme essayent de lui faire croire les médias chavistes en appelant à soutenir le gouvernement actuel; ni de se mobiliser pour un gouvernement capable de résoudre la crise comme essayent démagogiquement de le prétendre les «ententes» pas si «unitaires» de la droite.

LE CARACTÈRE VERSATILE DU TROTSKYSME AU VENEZUELA

Les manifestations actuelles qui ont dépassé les espérances de leurs supposés leaders, sont une des conséquences de la crise sociale dont le gouvernement a la pleine responsabilité, comme le dit le syndicaliste bien connu Chirino, ancien candidat trots-

Suplemento Venezuela N° 18 al N. 50 de «el programa comunista» Marzo de 2014 En este suplemento

- ¿Después de Chávez, qué? De nuevo la figura tutelar del padre salvador -salvador del capitalismo evidentemente...
- Ni el gobierno chavista ni la oposición derechista podrán dar salida favorable a las vicisitudes históricas del capitalismo que sólo el proletariado, con su lucha de clase revolucionaria podrá resolver
- Drizdo Losovsky. Naturaleza del reformismo

Precio del ejemplar: Europa : 0,5 €, 3 FS;
América latina: US\$0,5; USA y Cdn: US\$1.

Venezuela ...

kystes à la dernière élection présidentielle. Mais nous craignons fort que la proposition d'une «*Rencontre nationale, syndicale et populaire des secteurs en lutte*» pour discuter d'un plan économique et social d'urgence faite par le dirigeant moréniste ne soit qu'une impasse de mesures réformistes bien incapables d'arrêter l'appétit insatiable du capital dont l'existence dépend de l'extorsion de la plus-value.

Ce qui est sous-jacent dans cette proposition de Chirino est que l'intervention imminente des institutions financières internationales qui demanderont des garanties pour un pays aussi endetté que le Venezuela (le fameux «ajustement»), entraînera la disparition des avantages sociaux concédés dans le passé grâce aux revenus pétroliers. Mais comme nous ne sommes pas en présence de dirigeants ouvriers révolutionnaires qui prépareraient une confrontation ouverte, mais de réformistes, les mesures qu'ils préconiseront pour freiner les attaques économiques contre les masses, seront celles du dialogue, des négociations, des réformes qui au mieux feraient qu'atténuer, mais non pas disparaître la détérioration des conditions de vie et de travail qui attend les prolétaires.

Le comble de l'ironie est qu'un programme de restrictions économiques, de coupes sociales, exigées par les créanciers internationaux (FMI, Banque Mondiale, Chine, Brésil, CEE) et qui est la solution recherchée par les dirigeants réactionnaires de l'opposi-

tion, ne pourrait être que facilité par la répression préventive fomentée par le gouvernement Maduro! C'est la démonstration du piège que des deux côtés on tend aux masses exploitées et opprimées du Venezuela. Un défi à relever et un obstacle que, pour avancer vers ses objectifs historiques, le prolétariat devra surmonter.

QUELLES SONT LES MOTIVATIONS DE CES MOUVEMENTS QUI VONT DES ÉTUDIANTS AUX COMMERÇANTS EN PASSANT PAR LES FEMMES AU FOYER? OÙ VONT-ILS?

Ce qui se passe aujourd'hui au Venezuela s'inscrit dans un confus et contradictoire mouvement international de masses dont la forme varie selon son origine dans les différents pays, de la Turquie au Brésil, de la Bulgarie à l'Ukraine, etc. On pourrait y voir une insurrection des classes moyennes, sauf que ceux qui emploient cette expression prétendent attribuer à ces couches une capacité d'initiative historique qu'elles n'ont pas. Ce qui se passe en fait, c'est que les effets de la crise sont souvent ressentis d'abord par les «couches intermédiaires» de la société, en particulier les étudiants issus de la petite-bourgeoisie qui voient s'envoler leurs rêves de promotion sociale et sont confrontés à la menace de la prolétarisation. C'est un mouvement qui a commencé par les «indignés» d'Espagne et le mouvement «Occupy» à Wall-Street., et qui s'est mis en mouvement contre les gou-

vernements en place derrière différents mots d'ordre: en Turquie, c'est pour la défense d'un jardin public et contre la spéculation immobilière; au Brésil ce fut le coût des transports publics, en Ukraine la question d'un accord avec l'Europe occidentale.

Mais au fond les causes sont les mêmes et l'idéologie est la même: bourgeoise, démocratique et anti-prolétarienne. Partout la même hostilité envers tout ce qui évoque la lutte de classe, et la même tolérance ou affinité envers les groupes d'extrême-droite. Ces couches petites-bourgeoises qui se mobilisent attirent inévitablement des prolétaires, même quand il est facile de constater que la classe ouvrière en tant que telle ne bouge pas. Mais quand les prolétaires se mobilisent, ils deviennent une force capable de remporter des succès, comme cela a été le cas lors du «printemps arabe».

Ce qui ne fait pas de doute, c'est qu'en dépit de sa nature de classe, le mouvement actuel annonce la future mobilisation ouvrière. De même qu'il ne doit pas faire de doute que ces petits bourgeois écrasés par le capitalisme retourneront leur haine contre les prolétaires, utilisés en cela par la grande bourgeoisie.

La voie à suivre pour le prolétariat est simple et claire: la lutte pour la défense exclusive de ses intérêts de classe, et non la lutte pour l'intérêt national qui est avant tout la défense du droit des bourgeois à exploiter leurs prolétaires. C'est à cela que servent les appels à l'«unité nationale», au salut de la Patrie, mais aussi des entreprises, des banques, etc., objectifs bourgeois

par excellence.

Il s'agit d'adopter les moyens et les méthodes que la lutte de classe exige; mais qui ne vaudront rien si ne se constituent pas des organisations de défense classistes, ouvertes à tous les travailleurs mais fermées aux influences bourgeoises et petites-bourgeoises; c'est la condition pour pouvoir passer de la simple mais indispensable lutte quotidienne de défense contre les attaques patronales, à l'offensive générale contre le capitalisme, ce qui exige à son tour la formation du parti de classe, internationaliste et international.

C'est aux prolétaires conscients du Venezuela et du monde entier qu'incombe la tâche de travailler à la constitution de ce parti, autour du programme communiste authentique!

27 février 2014

(1) Actuellement on dénombre 39 morts.

(2) «Guarimba» est un vieux jeu d'enfants consistant à courir pour se réfugier à un point déterminé sans se faire toucher. Aujourd'hui il est utilisé pour nommer un point particulier où se rassemblent les manifestants après avoir lancé pierres et cocktails-molotov, etc. Il désigne aussi le fait de former un groupe pour dresser des barricades et attaquer les policiers en un point particulier. L'efficacité de cette tactique dérivée du «foquisme» guérillériste, repose sur la multiplication de «foyers» sur le lieu des affrontements.

Ukraine: Contre le nationalisme, pour l'union prolétarienne de classe !

(Suite de la page 1)

accompli, et de voir leurs offres de négociation rejetées dédaigneusement par Moscou. Cependant les intérêts économiques de part et d'autre sont trop forts pour que la crise débouche, ne disons pas sur une guerre ouverte que personne ne veut, mais sur une nouvelle «guerre froide» qu'évoquent les médias. La Russie a un besoin vital de vendre son gaz à l'Europe, ses banques sont lourdement engagées en Ukraine, et les investissements occidentaux sont une nécessité pour développer une économie encore très faible. L'Allemagne ne veut pas perdre ses investissements sur marché russe où elle s'est largement implantée depuis la fin de l'URSS et, tout comme l'Italie, même si c'est à un degré moindre que la Pologne, elle ne peut se passer du gaz et du pétrole russes.

Quant à la France, elle a aussi investi en Russie (voir Renault qui a racheté la principale firme automobile locale); en dépit des déclarations gouvernementales sur des sanctions à prendre, elle n'entend pas renoncer à sa «coopération militaire» avec la Russie qui s'est concrétisée par la juteuse vente de navires militaires: Hollande a affirmé à ce sujet que la France honorait ses contrats (1). Quant des milliards d'euros sont en jeu, on peut bien laisser passer une violation du droit international.

Aux Etats-Unis, de grandes entreprises, pétrolières et autres, ont fait une démarche auprès d'Obama pour que ne soient pas appliquées de sanctions contre la Russie qui ne pourraient que nuire à leurs intérêts...

Le «droit» n'est que la sanction d'un rapport de forces; quand ce rapport de forces change, le droit ne vaut plus rien, telle est la très précieuse leçon que Poutine rappelle au monde entier.

Ceci s'applique non seulement aux rapports entre les Etats, ou entre les acteurs économiques, mais aussi aux rapports entre les classes sociales. Les affrontements entre les classes ne se règlent pas selon les principes de la légalité et du droit en vigueur, mais selon les rapports de force réels. Les prolétaires ne doivent pas se laisser paralyser par le droit et la légalité bourgeoises qui sont la sanction juridique de leur sujétion au capitalisme. Il leur faut reconstituer leur force de classe et l'opposer frontalement à la

classe ennemie, quelle que soit sa nationalité, sa langue ou son ethnie, et quels que soient les normes imposées par la légalité. La bourgeoisie elle-même n'hésite pas une seconde à violer sa propre légalité contre les prolétaires, elle n'hésite pas à utiliser les forces para-légales, bandes d'extrême droite et nervis divers pour seconder les forces de répression légales: contre la répression les prolétaires devront donc organiser leur propre autodéfense et ne pas se fier à la police et la justice de l'Etat bourgeois.

Aujourd'hui on assiste à une débauche de nationalisme de part et d'autre: le gouvernement provisoire de Kiev, en proie à de multiples difficultés et devant faire face à de

gravissimes problèmes (notamment d'endettement) a déjà averti que des sacrifices seraient nécessaires pour remettre l'économie sur pied. La seule solution qu'il a pour faire passer ces futures **attaques anti-ouvrières**, c'est de jouer la carte du nationalisme. A cet égard l'intervention russe est pour lui une véritable **aubaine** pour tenter d'instaurer un climat d'union nationale!

De l'autre côté, Poutine exalte le nationalisme russe en se présentant comme le protecteur ou le libérateur des Russes et Russophones d'Ukraine, tandis que dans les régions orientales de l'Ukraine, les bourgeois appellent à l'union régionale face à Kiev.

Mais l'ivresse nationaliste ne pourra à la longue voiler la réalité des antagonismes de classe. Les prolétaires ukrainiens seront contraints d'entrer en lutte pour vivre, comme ils l'ont déjà fait avec force dans le passé.

Alors ils pourront constater dans les faits que leur ennemi n'est pas le prolétaire

d'une autre région ou d'une autre nation, mais leur propre bourgeoisie, alliée à telle ou telle puissance impérialiste. Alors se dissiperont les miasmes du nationalisme, alors pourra réapparaître l'**union de classe des prolétaires** par dessus les frontières contre tous les capitalistes, leurs partis et leurs Etats avec leurs forces de répression légales et illégales, et se reconstituer le **parti révolutionnaire international** pour diriger la lutte.

Alors pourra retentir à nouveau, en Ukraine comme ailleurs, le cri de guerre de 1848: **Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!**

16/3/2014

(1) Le gouvernement français a finalement été contraint, non d'arrêter à l'instar des anglais qui, alignés sur les Etats-Unis, sont en pointe dans les sanctions à infliger à la Russie, mais de seulement «suspendre» cette coopération militaire. Fabius a affirmé qu'il n'était pas question de revenir sur les contrats de vente des navires de guerre.

Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste

Au congrès de la Deuxième Internationale qui se tint à Copenhague en août septembre 1910, le 8 mars fut choisi, sur une proposition de Rosa Luxemburg et de Clara Zetkin, comme journée internationale des femmes prolétaires: il s'agissait donc d'une «fête» analogue au 1er mai. Et, comme le 1er mai, elle trouve son origine dans un épisode sanglant de la lutte de classe.

Deux années auparavant, en 1908, les ouvrières de l'usine Cotton, à New York, s'étaient mises en grève, et le patron avait riposté en les enfermant dans l'établissement. Le 8 mars, pour une raison inconnue, le feu ravagea l'usine, les ouvrières furent prises au piège et 129 périrent carbonisées.

Par la suite, le 8 mars devint une date importante dans la lutte de classe.

Le 8 mars 1917 (le 23 février selon le vieux calendrier russe), commence la révolution de février qui conduit au renversement du tsarisme, et voit la participation massive des ouvrières et des femmes prolétaires. Voici ce qu'en dit Trotsky, dans son *Histoire de la Révolution russe*: «*En fait, il est donc établi que la Révolution de Février fut déclenchée par les éléments de base [...] et que l'initiative fut spontanément prise par un contingent du prolétariat exploité et opprimé plus que tous les autres - les travailleurs du textile, au nombre desquels, doit-on penser, l'on devait compter pas mal de femmes de soldats. La dernière impulsion vint des in-*

terminables séances d'attente aux portes des boulangeries. Le nombre des grévistes, femmes et hommes fut, ce jour là, d'environ 90.000 [...]. Une foule de femmes, qui n'étaient pas toutes des ouvrières, se dirigea vers la Douma municipale pour réclamer du pain [...]. La «Journée des femmes» avait réussi, elle avait été pleine d'entrain et n'avait pas causé de victimes».

L'importance de l'apport des femmes à la révolution est confirmée par le quotidien bolchevik la *Pravda* du 18 mars 1917, qui apporte ce témoignage: «*Les femmes étaient plus que jamais combattives, et pas seulement les travailleuses, mais aussi les masses de femmes qui faisaient la queue pour le pain ou le pétrole. Elles organisèrent des meetings, se réunirent dans la rue et se dirigèrent vers la Douma municipale, pour demander du pain; elles arrêterent les tramways: «descendez, camarades!» criaient-elles; elles allèrent ainsi devant les usines et les bureaux et firent cesser le travail. Ce fut dans l'ensemble une journée resplendissante, et la température révolutionnaire commença dès lors à monter.»* La *Pravda* poursuit le 19 mars: «*les femmes descendirent les premières dans les rues de Petersburg. Bien plus, à Moscou, ce sont elles qui décidèrent dans bien des cas du sort de la troupe. Elles entrèrent dans les casernes et convainquirent les soldats de passer du côté de la révolution. Aux temps désolés de*

la guerre, les femmes avaient enduré d'imaginables souffrances. Affligées par le départ des leurs au front, préoccupées par les enfants qui souffraient de la faim, les femmes ne cédèrent pas au désespoir. Elles brandirent le drapeau de la révolution».

Le 8 mars entre donc dans la tradition de la lutte prolétarienne; il est indissolublement lié à des épisodes inoubliables de la lutte de classe révolutionnaire.

* * *

Aujourd'hui, après la tempête contre-révolutionnaire qui a détruit le parti révolutionnaire international du prolétariat et, en même temps, toutes les traditions prolétariennes, le caractère prolétarien et communiste du 8 mars est oublié.

Pendant des années et des années, les Unions de Femmes liées aux partis nationaux-communistes ont fêté cette journée au nom du progrès social dont nous jouissons, au nom des «conquêtes obtenues» et des lois approuvées au Parlement. Non pas journée de lutte mais de distractions, soirées dansantes, fêtes d'enfants, projections de films, journée de propagande réformiste. L'ONU elle-même a adopté cette date, et elle fête le 8 mars avec une démagogie révoltante.

Les féministes de leur côté, célèbrent le

(Suite en page 6)

Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste

(Suite de la page 5)

8 mars comme journée, non de la prolétaire, mais de la femme en général, ou mieux de la ménagère. Et pour faire leur cette journée elles doivent en altérer le sens; c'est ainsi que, selon elles, les femmes luttèrent dans la révolution russe pour le mariage civil, les lois sur l'égalisation des droits des enfants légitimes naturels, sur le divorce, les congés de maternité, sur la libéralisation de la contraception et de l'avortement. Ce n'est pas vrai! Affirmer que les femmes russes luttèrent seulement pour cela, revient à ravalier leur lutte au simple niveau de revendications réformistes bourgeoises. Les prolétaires russes ne luttèrent pas seulement contre le mariage religieux ou l'infériorité juridique, mais **contre tout l'ordre social existant** qui déterminait aussi ces contradictions; elles ne luttèrent pas seulement pour l'égalité juridique et une série de droits, ou pire, pour un prétendu bien-être social, mais surtout pour contribuer à l'assaut contre le capital international en vue d'un ordre social différent; et de cela, les plus avancées étaient parfaitement conscientes. C'est pour cela qu'elles furent capables de supporter de durs sacrifices encore pendant des années, comprenant que ce qu'elles avaient obtenu sur le plan juridique n'avait pas résolu leurs problèmes, qui étaient liés à la structure encore capitaliste (quand elle n'était pas plus arriérée) de la société russe, mais avait simplement mis

en évidence les racines de leurs maux.

En souvenir des ouvrières de New York, de Petrograd et du monde entier, nous célébrons le 8 mars comme journée internationale de la femme prolétaire, comme journée prolétarienne et communiste. Et nous ne pourrions mieux faire que de publier dans ce journal un article de Lénine, du 4 mars 1921, consacré à la Journée internationale des travailleuses (Oeuvres, tome 32).

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEUSES

Le trait essentiel, fondamental du bolchevisme et de la Révolution d'Octobre, c'est d'amener à la politique ceux qui étaient le plus opprimés sous le régime capitaliste. Les capitalistes les étouffaient, les dupaient et les pillaient aussi bien sous la monarchie que dans les républiques bourgeoises démocratiques. Cette oppression, cette duperie, ce pillage du labeur populaire étaient inévitables tant que subsistait la propriété privée de la terre, des fabriques et usines.

L'essence du bolchevisme du pouvoir soviétique est de remettre tout le pouvoir d'Etat entre les mains des masses laborieuses exploitées, en dévoilant la duperie et l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise, en abolissant la propriété privée de la terre, des fabriques et des usines. Ce sont ces classes qui prennent en mains la politique, c'est-à-dire l'édification de la société nouvelle. C'est une œuvre difficile, les masses sont abruties et accablées par le capitalisme, mais il n'existe pas, il ne peut exister d'autre issue à l'esclavage salarié, à l'esclavage capitaliste.

On ne saurait amener les masses à la vie politique sans y attirer les femmes. Car en

régime capitaliste, les femmes, la moitié de l'espèce humaine, sont doublement exploitées. L'ouvrière et la paysanne sont opprimées par le capital, et par surcroît, même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, premièrement elles ne jouissent pas de tous les droits, car la loi ne leur confère pas l'égalité avec les hommes; deuxièmement, et c'est là l'essentiel, elles restent confinées dans l'«esclavage domestique», elles sont des «esclaves du foyer» accablées par les travaux ménagers, les plus mesquins, ingrats, durs et abrutissants, et en général par les tâches domestiques et familiales individuelles.

La révolution bolchevique, soviétique, coupe les racines de l'oppression et de l'inégalité des femmes de façon extrêmement profonde, comme aucun parti et aucune révolution du monde n'ont osé les couper. Chez nous, en Russie soviétique, il ne subsiste pas trace de l'inégalité des femmes par rapport aux hommes, au regard de la loi. Le régime des Soviets a totalement aboli l'inégalité odieuse, basse, hypocrite dans le droit matrimonial et familial, l'inégalité touchant l'enfant.

Ce n'est là que le premier pas vers l'émancipation de la femme. Aucun des pays bourgeois, même parmi les républiques les plus démocratiques, n'a osé faire ce premier pas. On n'a pas osé, par crainte de la «sacrosainte propriété privée».

Le deuxième pas et le principal a été l'abolition de la propriété privée de la terre, des fabriques et des usines. C'est cela et cela seul qui fraye la voie de l'émancipation complète et véritable de la femme, l'abolition de l'«esclavage domestique» grâce à la substitution de la grande économie collective à l'économie domestique individuelle.

Cette transition est difficile; il s'agit de refondre l'«ordre de choses» le plus enraciné, coutumier, routinier, endurci (à la vérité, c'est plutôt une monstruosité, une barbarie). Mais cette transition est entreprise, l'impulsion est donnée, nous sommes engagés dans la nouvelle voie.

En cette journée internationale des ouvrières, on entendra dans les innombrables réunions des ouvrières de tous les pays du monde, saluer la Russie soviétique qui a amorcé une œuvre incroyablement dure et difficile, une grande œuvre universelle de libération véritable. Des appels galvanisant inciteront à ne pas perdre courage face à la réaction bourgeoise, furieuse, souvent même sauvage. Plus un pays bourgeois est «libre» ou «démocratique», et plus les bandes capitalistes sévissent avec fureur et sauvagerie contre la révolution des ouvriers; c'est le cas pour la République démocratique des Etats-Unis d'Amérique. Mais la masse ouvrière s'est déjà réveillée. La guerre impérialiste a définitivement éveillé les masses, endormies, somnolentes, inertes de l'Amérique, de l'Europe et de l'Asie arriérée.

La glace est brisée dans toutes les parties du monde.

L'affranchissement des peuples du joug impérialiste, l'affranchissement des ouvriers et des ouvrières du joug capitaliste avance irrésistiblement. Des dizaines et des centaines de millions d'ouvriers et de paysans, d'ouvrières et de paysannes ont fait progresser cette œuvre. Voilà pourquoi l'affranchissement du travail délivré de la servitude capitaliste triomphera dans le monde entier.

4 mars 1921.

N. LENINE.

Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (2)

(La première partie de cet article est parue sur le numéro 508 du Prolétaire)

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET LA QUESTION DU FRONT UNIQUE

Née de la révolution russe, la IIIe Internationale se dressa contre cette orientation désastreuse pour le mouvement ouvrier.

Il faut toutefois dire que, si sa restauration des valeurs révolutionnaires a été grandiose et parfaite en ce qui concerne les principes doctrinaux, l'orientation théorique et le problème fondamental du pouvoir d'Etat, il n'en fut pas de même par contre pour l'organisation de la nouvelle Internationale et la définition de sa tactique et de celle des partis adhérents.

La critique des opportunistes de la IIe Internationale fut cependant complète et décisive: on critiqua non seulement leur abandon total des principes marxistes, mais aussi leur tactique de coalition et de collaboration avec des gouvernements et des partis bourgeois.

Il fut mis en évidence que l'orientation particulariste et immédiatiste donnée aux vieux partis socialistes n'avait nullement procuré de petits avantages et des améliorations matérielles aux travailleurs en échange de leur renonciation à la préparation et à la réalisation de l'attaque suprême contre les institutions et le pouvoir bourgeois; au contraire, compromettant tout à la fois les buts immédiats et le but historique, elle avait conduit à une situation encore pire: l'utilisation des organisations, des forces, de la combativité, des personnes et des vies des prolétaires pour l'obtention d'objectifs qui, loin de correspondre aux buts politiques et historiques de leur classe, conduisaient à un **renforcement** de l'impérialisme capitaliste.

La guerre avait permis à ce dernier d'éloigner, au moins pour toute une phase historique, le danger engendré par les contradictions de son mécanisme productif, tandis que le ralliement des cadres syndicaux et politiques à la classe ennemie au travers de la méthode politique des coalitions nation-

les lui permettait de surmonter la crise politique provoquée par la guerre et ses répercussions.

Comme l'a démontré la critique léniniste, il s'agissait là d'une dénaturation complète de la tâche et de la fonction du parti prolétarien qui n'a pas pour but de sauver la patrie bourgeoise ou les institutions de la soi-disant liberté bourgeoise, mais de disposer les forces prolétariennes en ordre de bataille sur la ligne historique générale du mouvement, qui doit culminer dans la conquête totale du pouvoir politique par le renversement de l'Etat bourgeois.

Dans l'immédiat premier après-guerre, alors que ce que l'on appelle les conditions subjectives de la révolution (c'est-à-dire l'efficacité des organisations et des partis du prolétariat) apparaissaient défavorables, tandis que la crise du monde bourgeois qui se manifestait dans toute son ampleur fournissait au contraire des conditions objectives favorables, il fallait remédier à la première déficience par la rapide réorganisation de l'Internationale révolutionnaire.

Ce processus fut dominé, et il ne pouvait en être autrement, par le grandiose événement historique de la première victoire révolutionnaire prolétarienne en Russie qui avait permis de remettre à la lumière les grandes orientations communistes.

Mais on voulut faire de la tactique des partis communistes, qui dans les autres pays réunissaient les groupes socialistes opposés à l'opportunisme de guerre, une imitation directe de la tactique appliquée victorieusement en Russie par le parti bolchevique pour conquérir le pouvoir au cours de sa lutte historique de février à novembre 1917.

Dès le début, cela occasionna d'importants débats sur les méthodes tactiques de l'Internationale, et en particulier sur celle du **Front Unique**, qui consistait à adresser régulièrement aux autres partis prolétariens et socialistes des invitations à une agitation et à des actions communes, dans le but de démasquer ces partis et de détourner à l'avantage des communistes leur influence

traditionnelle sur les masses.

En effet, malgré les mises en garde pressantes de la Gauche communiste italienne et d'autres groupes d'opposition, les chefs de l'Internationale ne se rendaient pas compte qu'en rangeant les organisations révolutionnaires aux côtés des organisations social-démocrates, social-patriotes, opportunistes, dont elles venaient de se séparer en raison d'une opposition irréductible avec ces dernières, cette tactique du Front Unique non seulement allait désorienter les masses et rendre du même coup illusoire les avantages attendus de cette tactique; mais – ce qui était bien plus grave – qu'elle finirait par corrompre les partis révolutionnaires eux-mêmes.

S'il est vrai que le parti révolutionnaire est le plus puissant **facteur** de l'histoire et le moins étroitement conditionné, il n'en reste pas moins un **produit** de l'histoire; il subit donc les contrecoups de toutes les modifications des forces sociales. Le problème de la tactique n'est pas celui du maniement à volonté d'une arme qui resterait identique à elle-même quelle que soit la direction dans laquelle elle est brandie: la tactique du parti influence et modifie le parti lui-même.

Aucune tactique ne doit être condamnée au nom de dogmes a priori, mais toute tactique doit être préalablement analysée et discutée selon le critère suivant: pour gagner éventuellement en influence sur les masses, ne va-t-on pas compromettre le caractère du parti et sa capacité de guider ces masses vers le but final?

L'adoption de la tactique du Front Unique signifiait en réalité que l'Internationale Communiste s'engageait elle aussi sur la voie de l'opportunisme qui avait conduit la IIe Internationale à la défaite et à la liquidation.

Sacrifier la victoire finale aux succès contingents et partiels, telle avait été la caractéristique de la tactique opportuniste; celle du front unique se révélait elle aussi opportuniste, puisqu'elle aussi sacrifiait justement la garantie primordiale et irremplaçable de la victoire totale finale (la capacité révolutionnaire du parti de classe) à l'action contingente qui devait assurer des avantages momentanés et partiels au prolétariat (l'augmentation de l'influence du parti sur les masses, et une participation plus massive du prolétariat à la lutte pour l'amélioration graduelle de ses conditions matérielles et pour le maintien des conquêtes éventuelles déjà obtenues).

LA TACTIQUE DU PARTI PROLÉTARIEN INTERNATIONAL

En conclusion, la tactique que devra suivre le parti prolétarien international lorsqu'il se reconstituera dans tous les pays se basera sur les directives suivantes.

L'expérience pratique des crises opportunistes et des luttes conduites par les groupes marxistes de gauche contre les révisionnistes de la IIe Internationale, a montré qu'on ne peut conserver intacts le programme, la tradition politique et la solidité d'organisation du parti si celui-ci suit une tactique qui, ne serait-ce que dans la forme, comporte des attitudes et des mots d'ordre acceptables par les mouvements politiques opportunistes.

De même, tout flottement, tout relâchement dans le domaine doctrinal trouve sa reflète dans une tactique et une action opportunistes.

Par conséquent, le parti se distingue de tous les autres, qu'ils soient des ennemis déclarés ou de prétendus cousins, et même quand ils prétendent recruter leurs adhérents dans les rangs de la classe ouvrière, en ce que sa praxis politique rejette les manœuvres, les combinaisons, les alliances, les blocs qui se forment traditionnellement sur la base de postulats et de mots d'ordre contingents communs à plusieurs partis.

Cette position du parti a une valeur essentiellement historique, et elle le distingue dans le domaine tactique de tous les autres, au même titre que son appréciation originale de la période que traverse actuellement la société capitaliste.

Le parti révolutionnaire de classe est le seul à comprendre que les principes économiques, sociaux et politiques du libéralisme et de la démocratie sont aujourd'hui anti-historiques, illusoire et réactionnaires, et que le monde en est à la phase où, dans les grands pays, l'organisation libérale disparaît et cède la place au système fasciste, plus moderne.

La politique du parti prolétarien est avant tout internationale (et cela le distingue de tous les autres) depuis que son programme a été formulé pour la première fois et qu'est apparue l'exigence historique de son organisation effective. Comme le dit le *Manifeste*, les communistes, tout en appuyant tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant, mettent en avant et font valoir, en même temps que la question de la propriété, les intérêts communs à tout le prolétariat, qui sont indépendants

Nature, fonction et tactique ...

de la nationalité.

Tant qu'elle n'a pas été dévoyée par le stalinisme, la stratégie révolutionnaire des communistes détermina une tactique internationale qui cherchait à enfoncer le front bourgeois dans le pays où existent les possibilités les plus favorables, en mobilisant dans ce but toutes les ressources du mouvement.

La seconde guerre impérialiste et ses conséquences, déjà évidentes, se caractérisent par l'influence prépondérante, étendue à toutes les aires du monde, même celles où subsistent les formes les plus arriérées de société indigène, non pas tant des puissances

formes économiques capitalistes, que du contrôle politique et militaire implacable qu'exercent les grands centres impériaux du capitalisme - pour l'instant rassemblées dans une gigantesque coalition qui inclut l'Etat russe.

En conséquence, les tactiques locales ne peuvent être que des aspects particuliers de la stratégie révolutionnaire générale, qui doit avant tout restaurer le programme du parti prolétarien mondial, puis tisser à nouveau le réseau de son organisation dans tous les pays.

Cette lutte se développe dans une ambiance où règnent les illusions et les séductions de l'opportunisme: la propagande en faveur de la croisade pour la liberté contre le fascisme dans le domaine idéologique, et dans la pratique politique les alliances, les

blocs, les fusions et les revendications illusoires présentées de concert par les directions des innombrables partis, groupes et mouvements.

Proclamer que l'histoire a rejeté irrévocablement la pratique des accords entre partis, qu'il s'agit là d'une directive essentielle et fondamentale et non pas une simple réaction contingente aux saturnales opportunistes et aux combinaisons acrobatiques des politiciens, est le seul moyen pour que les masses prolétariennes comprennent la nécessité de la reconstruction du parti révolutionnaire, fondamentalement différent de tous les autres.

Même pour des phases transitoires, aucun des mouvements auxquels participe le parti ne doit être dirigé par un super-parti, par un organisme supérieur coiffant un groupe

de partis affiliés.

Dans la phase historique moderne de la politique mondiale, les masses prolétariennes ne pourront à nouveau se mobiliser pour des buts révolutionnaires qu'en réalisant leur unité de classe autour d'un **parti unique et compact dans la théorie, dans l'action, dans la préparation de l'assaut insurrectionnel, dans l'exercice du pouvoir.**

Toute manifestation, même limitée, du parti doit faire apparaître aux masses que cette solution historique constitue le seul moyen de s'opposer victorieusement au renforcement international de la domination économique et politique de la bourgeoisie et de sa capacité - non définitive, mais aujourd'hui grandissante - de maîtriser les contradictions et les convulsions qui menacent l'existence de son régime.

Amadeo Bordiga - Sur le fil du temps Les intellectuels et le marxisme

(«Battaglia Comunista», n°18, 4-5/11/49)

(Suite de la page 1)

marxisme; elle conduit à la dégénérescence opportuniste et à la défaite de la révolution.

La déviation par rapport au premier point conduit à retomber dans les tendances libérales-démocratiques d'éducation du prolétariat par la bourgeoisie qui, par sa richesse, monopolise l'Etat, l'école, la presse et tout le reste, pour ses objectifs de classe.

La déviation par rapport au deuxième point conduit à l'ouvriérisme ouvert, le bourisme ou syndicalisme pur, qui enferme les prolétaires dans le cadre d'un économicisme sans issue, nie la lutte politique de parti et la conquête du pouvoir révolutionnaire, seul moyen pour dépasser le capitalisme.

La déviation par rapport au troisième point conduit au révisionnisme et au réformisme, à l'opportunisme social-démocrate, à la politiciannerie au jour le jour, au commerce des principes, au cynisme de la devise bernsteinienne: «*le but n'est rien, le mouvement est tout*» où l'on sous-entend: «*pour les bonzes*».

La déviation par rapport au quatrième point conduit à l'ensemble des trois déviations précédentes, aux orgies de la politique des blocs: elle ferait vomir même un estomac d'acier.

Ces points étaient ceux de Marx et d'En-

gels, qui, aux origines du mouvement ouvrier et dans les efforts initiaux pour parvenir à fonder des partis de prolétaires, à l'époque de la Ligue des Justes et des Alliances universelles, ne pouvaient éviter les contacts avec certains de ces hommes de **pensée**. Ils s'en vengèrent amplement en crachant des critiques radicales au point d'en être féroces, et des sarcasmes impitoyables. Parmi la centaine de citations que l'on pourrait faire, en voici une: dans une lettre à Engels, Marx, qui l'enviait d'avoir échappé à une réunion où étaient présents de nombreux philosophes, philanthropes et humanitaires de cet acabit, lui rapportait que, désigné pour rédiger l'adresse finale, il n'avait pas pu se soustraire à y placer les mots habituels de Liberté, Humanité, Justice, Civilisation, Pensée, etc... Il ajoute, pour s'excuser: j'ai eu soin de les mettre dans des passages où, ne signifiant absolument rien, ils ne pourront pas faire de mal.

Nous ne sommes pas des mystiques et nous admettons qu'un marxiste soit obligé, par devoir de parti, de dire ou d'écrire une ânerie. Il y a cependant deux conditions: la première, c'est qu'il n'y croie pas; la seconde, c'est qu'il ne cherche pas à y faire croire les autres. Si quelques rares «léninistes» d'aujourd'hui arrivent encore à remplir la première condition, eux et leurs confrères foulent aux pieds la seconde vingt fois par jour.

Dans les années de la grande révolution de Russie, les «intellectuels» qui naviguaient dans le cataclysme de la guerre entre des écoles philosophiques et esthétiques plus insipides et plus décadentes les unes que les autres, en entendirent le bruit; et, enclins comme ils le sont à faire les girouettes, ils se tournèrent vers l'orient. Il naquit entre autres en France un mouvement, «Clarté», qui regroupait des écrivains et des artistes sympathisants avec le bolchévisme victorieux (surtout parce qu'il était victorieux). C'était une clarté qui ne naissait pas de l'adhésion intégrale à une doctrine et de la conversion radicale à de nouveaux principes: c'était un «illumini-me» cérébral vide, reproduisant à un siècle et demi de distance l'illumini-me bourgeois, qui, lui, avait eu le courage de précéder et de préparer une révolution, et non de la suivre avec la vague intention d'en profiter ou d'en éviter les dommages.

Les camarades bolchéviks russes, marxistes à la tête aussi blindée que l'estomac, utilisaient ou se proposaient d'utiliser jusqu'à ces soubresauts dans les entrailles de tout un monde ennemi; mais de tous ces personnages, en partie de braves gens mais rien de plus, ils n'attendaient pas davantage que de leur «intelligentsia» locale, qu'ils connaissaient à fond pour l'avoir vue, à l'épreuve de toutes les vicissitudes de l'histoire et de la lutte, bavarde souvent, lâche toujours, se ranger successivement, en gammes plus nombreuses que les couleurs de l'arc-en-ciel, dans les rangs de tous les contre-révolutionnaires: libéraux, populistes, paysans, anarchoïdes et enfin émigrés défaitistes de l'autre côté des différentes frontières.

Un très bon camarade français à la culture authentique, Raymond Lefebvre, qui périt en 1920 en traversant l'Arctique à son retour de Russie, rappelait dans beaucoup de réunions pour prouver la diffusion du communisme dans son pays, que le parti comptait dans ses rangs «*les quatre plus forts tirages de France*», les quatre écrivains dont les oeuvres atteignaient la plus grande diffusion. Il s'agissait d'Henri Barbusse, de Georges Duhamel, d'Anatole France (nous faisons une exception pour ce cerveau puissant qui a donné de nombreuses pages vraiment vibrantes sur le renversement des fondements d'un monde et de ses hypocrisies dominantes), Romain Rolland. La chose faisait de l'effet et était dite dans un beau français; mais entre nous, militants marxistes, nous n'avions jamais pensé renverser la bourgeoisie avec le tirage à cent mille exemplaires des «bouquins»: c'est bien autre chose qu'il faut lui tirer dessus! Nous sourions: Raymond, fort et sincère, se mettait en colère.

Il y avait aussi le sourire indescriptible et le pétilement des yeux de Lénine quand la conversation venait sur Maxime Gorki qui, dans la **dégringolade** générale des intellectuels, était resté avec les bolchéviks et à qui on n'avait pas pu refuser, du fait de sa trop grande notoriété mondiale et en raison de sa bonne foi indiscutable, l'hospitalité, la carte et parfois la parole, et à qui on avait dû renoncer à faire comprendre combien il était bête lorsqu'il traitait des problèmes sociaux et politiques.

AUJOURD'HUI

Nous ne voulons pas écrire l'histoire des mouvements politiques qui naquirent dans le camp et avec le soutien d'«intellectuels» aux activités et aux provenances diverses. Il y aurait trop à dire et ce serait un travail considérable de discuter, en plus du «monde» artistique et littéraire, de celui non moins intéressant de la **science**, et de voir comment les contributions des Gorki et des Barbusse sont largement dépassées dans leur degré d'inconsistance affligeante par celles des Joliot-Curie et des Einstein.

Les paladins germaniques firent en 1914 des manifestes d'intellectuels pour crier, avec l'autorité d'écrivains, de musiciens, de poètes et de peintres, leur célèbre «*es ist nicht wahr!*» (ce n'est pas vrai!) contre la campagne anti-allemande. Les antifascistes italiens en firent de même chez nous pour arrêter Mussolini, et on trouva que c'était un moyen génial pour un appel à la contre-offensive après que les Bourses du Travail et les groupes d'ouvriers armés n'aient pas réussi à stopper les fascistes. Tout le monde en connaît le bilan désastreux; certains durent faire marche arrière afin de sauver leur poste et leur gagne-pain, d'autres dépérirent, s'agrippèrent dans une opposition impuissante et finirent de s'abêtir politiquement. Une fois le fascisme tombé sous la pression non intellectuelle des explosifs et des obus, ils réapparurent; et on raconta que l'Italie retrouvait finalement les forces les plus saines de la science, de la pensée, de la technique, libérées de la gangue fasciste. Pour ce qui est de la science, de la pensée, des lettres et des arts, il n'y a jamais eu autant de rebuts en circulation et, dans cette époque post-fasciste, nous sommes en train de descendre des volées entières de marches.

La recette de la liberté de pensée, d'écrit et de paroles et le mensonge de l'«impartialité» de l'appareil public envers les diverses opinions, sont des facteurs supplémentaires d'aviissement; nous sommes aux antipodes de la force, y compris doctrinale et scientifique, qui émanait de la victoire de la révolution totalitaire russe. Il suffit de penser à ces pitoyables retransmissions par radio de la discussion des problèmes sociaux et politiques du *Sommet des 5*, où des pantins grotesques s'exhibent avec des affirmations timorées et des objections châtrées, bien qu'agrees de jalousie de métier mal digérée.

Mais là où se prépare et commence de façon grandiose la mobilisation mondiale des **forces de la pensée**, c'est dans le mouvement contre le Pacte Atlantique et dans les Congrès de la Paix. Puisqu'on appelle les artistes à la rescousse, le symbolisme vient au premier plan; et l'étrange animal dessiné par Picasso offusqué gravement les yeux désincarnés du vieux Noé, qui, en se les frottant vigoureusement dans l'autre monde, doit se demander s'il n'a pas fait une grosse bêtise en embarquant dans l'Arche et en relâchant ensuite vers les cieux apaisés l'originel, vulgaire et zoologique pigeon.

L'art de l'avenir. A l'époque, on nous tomba dessus parce que nous refusions toute valeur révolutionnaire au mouvement **futuriste**. C'est une force de la pensée, rejoignons-les disaient ceux qui, comme d'habitude, ne croient très habiles et qui n'ont certainement pas été inventés en Russie avec le brevet du Kominform. *Ils détruisent comme nous les formes du passé; La revue Lacerba de Papini a même osé appeler le monument au grand Roi "une grande pissotière surmontée d'un pompier doré"!* *Marinetti exalte la force physique et fait le coup de poing avec ses contradicteurs dans les théâtres et dans la rue! Unissons-nous à eux!* Il n'est pas besoin de rappeler comment Papini, parmi les moines, et Marinetti, parmi les chemises noires, ont donné la mesure du **caractère avancé** de leurs positions. Ils n'ont même pas renversé le monument en question, toujours sacré pour la République actuelle et pour les directions générales de l'art moderne.

Cette tendance à s'inspirer et à se subordonner à la vanité des intellectuels du monde bourgeois, marque l'aboutissement extrême de la prostitution de la lutte de classe sur les plans théorique, organisationnel et d'action.

Le manifeste - ou la déclaration - des pétitions pour la Paix, outre le recours à la forme sottement légaliste, est vanté comme l'oeuvre d'un écrivain catholique; et il contient l'invocation à la divinité. Même la bourgeoisie avait affirmé qu'il était contradictoire de penser que le salut pouvait venir de Dieu et de l'expression libérale de la volonté des peuples... Des lambeaux de la théorie et de la cohérence sont jetés les uns après les autres comme on jette du lest pour éviter la chute. Evidemment, avec ces derniers largages il n'y a plus de lest, et la nacelle de l'opportunisme finira inévitablement dans un honteux naufrage.

La fin la plus proche qu'on puisse espérer, serait la non improbable proclamation du pacte d'amitié internationale et sociale avec les forces de la ploutocratie occidentale: la digne étreinte de l'épervier impérialiste et de cette putain de colombe.

«Il Comunista» Nr.133- Novembre 2013 Nell'interno

- Il partito di classe del proletariato, indispensabile e decisivo non solo nella lotta rivoluzionaria per la conquista del potere politico e per la trasformazione economica della società, ma anche nella lotta di classe del proletariato sul terreno della difesa immediata dagli attacchi convergenti delle forze borghesi capitaliste ed opportuniste
- I proletari sudafricani non ereditano nulla da Mandela, leader antiapartheid: devono conquistare, come sempre, il terreno della lotta di classe anticapitalistica
- Sul "Movimento 9 dicembre", tra spinte individualistiche e reazionarie, spontaneità rabbiosa e illusioni democratiche e costituzionali
- La donna e il socialismo, di A. Bebel. (7)
- Arduo lavoro di difesa delle linee programmatiche, politiche, tattiche e organizzative del Partito nella vitale critica marxista dell'imperialismo capitalista, nel bilancio dinamico del movimento comunista internazionale e nella prospettiva della futura ripresa della lotta di classe. (Riunione Generale di partito, Milano 7-8 dicembre 2013).
- La teoria marxista della moneta (RG di partito, Marsiglia 1967)

Periódico bimestral. Precio del ejemplar: 1,5 €; £ 1; 5FS; Suscripción: 8 €; £ 6; 25 FS; Suscripción de solidaridad: 16 €; £ 12; 50 FS.

A propos de l'Affaire Dieudonné

Rappelons les faits: l'humoriste Dieudonné a commencé sa carrière politique en héraut de l'antifascisme et de l'antiracisme démocratique. En 1997-98 il se présente comme le candidat anti-Front National aux élections municipales de Dreux et aux élections régionales; il déclare soutenir les luttes des travailleurs sans-papiers ou les luttes sur le logement. En raison de ses déclarations et de ses spectacles antiracistes et anti-religieux, il est même à l'époque poursuivi en justice par une organisation liée au Front National pour racisme anti-blanc et anti-catholique.

Quelques années plus tard le comique va faire un virage à 180°; il se rapprochera du F.N. au point de prendre Jean-Marie Le Pen comme parrain d'une de ses filles, baptisée par un curé intégriste! S'étant d'abord déclaré défenseur des Noirs contre le racisme et partisan des Palestiniens contre le sionisme, il versa ensuite dans l'antisémitisme ouvert: les Juifs auraient été responsables de la traite des Noirs, le lobby juif dirigerait le pays; la loi dite du «mariage pour tous» serait un «complot sioniste pour diviser les gens», etc. Lié à l'ancien membre du PCF passé à l'extrême-droite Alain Soral, après le meurtre de Clément Méric, il posta l'été dernier sur son site une vidéo d'un dialogue avec Serge Ayoub, où ce dirigeant du groupe néo-fasciste dissous «Troisième Voie» défendait son organisation. Dieudonné a appelé à participer le 26 janvier à la manifestation anti-Hollande organisée par une série d'organisations intégristes et d'extrême droite, dont le F.N. est resté à l'écart, la jugeant trop extrémiste...

Au début de cette année un formidable tintamarre médiatique a été déclenché à l'occasion de son nouveau spectacle où Dieudonné multipliait les allusions antisémites. Le ministre de l'intérieur Valls, soutenu par Hollande, envoya une circulaire aux préfets pour qu'ils interdisent ses représentations au nom de la «défense de l'ordre public». Après que le tribunal administratif de Nantes ait annulé la décision d'interdiction de la représentation dans cette ville, le Conseil d'Etat saisi aussitôt par le ministère de l'Intérieur, cassa immédiatement la décision. Cette célérité sans précé-

dent ne peut s'expliquer que parce que tout était préparé à l'avance. Valls s'écria alors que la décision du Conseil était une «victoire de la République!» Le tribunal administratif de Nantes était probablement un repaire de royalistes...

Avec cette comédie à grand spectacle, le gouvernement a voulu se redonner un peu de popularité à peu de frais à un moment où la situation des travailleurs et des masses prolétariennes ne cesse de se détériorer: augmentation du chômage en dépit des promesses présidentielles, baisse du niveau de vie, poursuite des expulsions de travailleurs étrangers sans-papiers, tandis qu'il multiplie les cadeaux aux entreprises qui sont autant de mesures anti-ouvrières et antisociales.

La mobilisation, au nom de la lutte contre le racisme, de quasiment tout l'appareil d'Etat, appuyé par la plupart des médias et approuvé par tous les grands partis, contre Dieudonné et contre ses partisans faisant le signe de la «quenelle», n'a cependant pas eu vraiment les effets attendus. Le sentiment qu'il s'agissait là d'une pure diversion par rapport aux problèmes quotidiens qu'ils doivent affronter, s'est assez largement répandu parmi les travailleurs, particulièrement mécontents de la politique gouvernementale. Les partis et organisations d'extrême-gauche, tout en dénonçant Dieudonné, ont refusé de soutenir Valls dans cette affaire.

LE RETOUR D'«AUSCHWITZ OU LE GRAND ALIBI»?

Cette attitude – «Ni Dieudonné, ni Valls» – a été dénoncée par un groupe intitulé «Parti Communiste Marxiste-Léniniste Maoïste» comme étant le «retour d'Auschwitz ou le grand alibi». Selon ce groupe, c'est «l'influence» qu'aurait sur ces courants notre brochure qui expliquerait leur position (1)! L'extrême-gauche refuserait de comprendre qu'il existe une menace fasciste face à laquelle il faudrait un nouveau «Front Populaire» (alliance du PCF, du PS et du Parti Radical – le «parti démocratique de l'impé-

secours Catholique (ah, l'oecuménisme!), étant d'accord pour être exploités doublement dans des entreprises mayennaises, dont les enfants vont à l'école régulièrement, au conservatoire de musique, etc...], il était inévitable que les âmes charitables, humanitaristes et politiciennes du coin, se mettent en mouvement et proposent un soutien à ces familles sous forme d'une manifestation le 12 février: il est clairement précisé dans le tract d'appel qu'il s'agit d'un rassemblement citoyen, donc interclassiste.

Si certains de ces soutiens sont censés apporter une certaine aide, quelle soit amicale, humanitaire, d'adaptation..., d'autres politiciennes sont fortement teintées d'hypocrisie électoraliste en cette période.

Parmi ces soutiens nous retrouvons RESF, Alter Ego, le Centre Social de Mayenne, le vice-président du Conseil régional (maire adjoint de Mayenne et secrétaire départemental du PS), le maire divers-gauche de la ville, SUD 53, etc. Rien à dire de plus que ce qui est écrit dans le Prolétaire n°509 concernant des associations telles que RESF ou Alter Ego.

Par contre, le jésuitisme et la fourberie des politiciens avides de leur pouvoir est écoeurant, et nuisible même à l'humanisme (c'est peu dire...). Tou d'abord le retard à l'allumage de tous les soutiens est à remarquer. Trois mois se sont écoulés depuis la première assignation de l'OQTF. Le vice-président argumente son aide par le fait que ces exilés n'ont aucun problème d'intégration. Le maire de Mayenne est encore plus clair dans son choix quand il déclare qu'il est d'accord pour la régularisation quand les gens travaillent et s'intègrent, et il s'enorgueillit d'émettre un avis défavorable quand ils «posent problème»: pour lui chaque situation doit être examinée au cas par cas.

Le pôle social de la ville (succursale de la mairie), se vante, par l'intermédiaire de l'un de ses animateurs, de soutenir ces prolétaires kosovars car ils ont fait preuve d'un

rialisme français» comme le caractérisait Trotsky) et contre laquelle il serait légitime d'appeler à l'action de l'Etat bourgeois.

Nous pouvons rassurer nos mao-staliniens: l'«extrême-gauche» ne tourne pas le dos à l'antifascisme démocratique (c'est-à-dire l'union interclassiste pour défendre la forme démocratique de la domination bourgeoise); elle n'a pas succombé à ce qu'ils appellent des positions «ultra-gauches», à savoir la **défense intransigeante de positions anticapitalistes de classe** y compris dans la lutte contre la réaction fasciste: on l'a encore vu lors des réactions au meurtre de Clément Méric.

Le refus de l'extrême gauche de soutenir Valls ne signifie pas qu'elle se serait soudainement rangée sur des positions de classe; elle s'explique parce qu'il aurait été assez difficile de faire croire que l'organisateur de la chasse aux Roms et des expulsions de sans-papiers qui s'est laissé aller lui aussi à des déclarations proprement racistes, est un champion de la lutte contre le racisme!

La diatribe du PCMLM pourrait paraître n'être qu'un écho lointain et insignifiant de la terrible dévastation causée historiquement par l'antifascisme démocratique parmi le prolétariat, jusqu'à le faire adhérer à la boucherie de la deuxième guerre mondiale; malheureusement il n'en est rien. La bourgeoisie entretient depuis des décennies l'arme qui lui a été si utile de l'antifascisme démocratique; périodiquement les politiciens et les médias découvrent une menace fasciste ou antisémite qu'ils montent en épingle afin de réactiver parmi les prolétaires les réflexes de soumission à l'ordre établi et de ralliement à l'Etat bourgeois.

Nous ne dresserons pas ici la liste des soi-disant «menaces» qui ont été brandies au cours des années et décennies écoulées – comme nous l'avons rappelé, Dieudonné première manière a participé pendant quelques années à une opération bourgeoise de ce type! L'important est de comprendre que même si présentement, cette vieille manoeuvre anti-prolétarienne n'a pas fonctionné à la perfection, elle a cependant fonctionné; elle sera à nouveau employée demain, avec probablement plus d'efficacité.

Qu'on ne s'y trompe pas: l'antisémitisme

effort d'intégration, ne serait-ce que par leur bénévolat dans différentes associations (lire: main d'oeuvre gratuite). Mais, bien sûr, il faut rester raisonnable et ne pas soutenir tous les demandeurs d'asile en raison de la nécessaire «gestion» de l'immigration. Soyons sérieux: le social doit rester dans les limites de la société bourgeoise.

Le capitalisme tricolore apprécie particulièrement les travailleurs dociles et soumis à ses intérêts, et ce d'autant plus que ces prolétaires sont d'origine étrangère (permettant une double exploitation). Sous couvert d'humanisme, la bourgeoisie est prête à faire quelques rares concessions pour les esclaves étrangers qui acceptent et sont dans l'obligation de s'«intégrer» dans l'Etat-nation. Le capitalisme hexagonal en profite pour accroître la division avec les prolétaires autochtones. L'exploitation capitaliste et le nationalisme en sortent renforcés dans la mesure où le demandeur d'asile doit étouffer ses désirs de révolte inévitables, obéir, subir une exploitation difficilement supportable dans les bagnes bourgeois français. Il n'est pas rare non plus qu'il lui soit demandé de faire abstraction de certaines de ses racines: ainsi à Mayenne, une famille kurde a dû changer les prénoms de tous les membres de la fratrie et adopter des prénoms français. Quelle ignominie!

Bien évidemment il faut critiquer les bases du rassemblement du 12/2 voulues par les organisateurs (1) en expliquant que ces prolétaires sans-papiers ont avant tout besoin de la solidarité de classe face à la bête immonde capitaliste et qu'il faut imposer la régularisation immédiate et sans condition de tous les prolétaires sans-papiers et s'opposer à toutes les expulsions.

(1) Le tract se permet d'insister sur les difficultés des employeurs privés de cette main d'oeuvre taillable et corvéable à merci. Quelle tristesse!

a servi et servira à la bourgeoisie quand elle a besoin de bouc-émissaires; il est en outre aujourd'hui utilisé par la bourgeoisie israélienne et ses soutiens pour tenter de disqualifier tout soutien aux masses palestiniennes. Il doit donc être dénoncé et combattu sans hésitation par les prolétaires conscients.

Mais le racisme qui divise actuellement les rangs ouvriers, ce n'est pas l'antisémitisme, mais le racisme et la xénophobie nationaliste contre les travailleurs immigrés et les étrangers, l'idéologie qui les paralyse, c'est l'idéologie démocratique dont l'antifascisme est un des fleurons, et le respect superstitieux de l'Etat qui en est la conséquence.

C'est bien pourquoi ce racisme et cette idéologie sont en permanence diffusés par le multiforme appareil politique et propagandiste de la bourgeoisie, et repris par ses laquais. Contre eux il n'y aura bien sûr jamais de mobilisation à grand spectacle par les partis bourgeois et les forces collaborationnistes ni d'action des institutions étatiques. La seule issue pour le prolétariat réside dans le retour aux principes et aux méthodes de la lutte de classe indépendante; c'est le seul moyen d'unir les rangs ouvriers contre l'exploitation et l'oppression capitalistes par dessus toutes les divisions, de race de nation ou autres. Et quand le prolétariat aura retrouvé la force de le faire, sonnera alors l'heure de la **défaite de la République bourgeoise!**

(1) cf <http://lesmaterialistes.com/dieudonne-valls-retour-auschwitz-ou-grand-alibi>. Moins drôles que Dieudonné, mais tout aussi étrangers que lui au prolétariat, ces adorateurs de Staline, le chef de la contre-révolution, voient dans le mouvement de la quenelle, le signe de l'approche d'un coup d'Etat fasciste! cf leur «document 41», septembre 2013.

Notre site Internet :
www.pcint.org
Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Cinquième liste 2013
François: 7,50 / Noël: 144,00 /
Paris: 600,00 / Raymond: 100,00
Total liste: 851,50
Total général 2013: 5018,50
Première liste 2014
Claude: 7,50 / Paris: 600,00 / Victor: 50,00 /
Pour la presse internationale: 20,00 /
L.: 800,00
Total liste: 1477,50

Points de contact:
Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.
Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**

CORRESPONDANCE Menaces d'expulsions de sans-papiers à Mayenne

Nous publions ci-dessous une correspondance de Mayenne; elle décrit une situation que l'on retrouve dans beaucoup d'endroits, confirmant ce que nous écrivions sur le n°509 du Prolétaire dans l'article «Solidarité de classe avec les prolétaires sans-papiers»

* * *

Trois familles sont menacées d'expulsion: les 2 premières sont composées de 2 frères avec respectivement leurs femmes et leurs enfants; ces immigrés sont arrivés en France il y a 4 ans. Ce sont des Albanais, musulmans modérés, qui ont fui le Kosovo car menacés de mort par les intégristes; de plus des membres de ces couples sont malades et le médecin de l'Agence Régionale de Santé (ARS) avait émis un avis favorable pour qu'ils puissent poursuivre leurs soins en France (demande rejetée en 2012 et 2013); l'un des 2 pères travaillait et le second venait de trouver un employeur, tout ceci à la demande l'ancienne préfète. Le 13 Novembre dernier une obligation de quitter le territoire français (OQTF) est adressée à l'un de ces deux prolétaires réfugiés; La troisième famille, elle, est toujours dans l'attente d'une réponse de la préfecture à leur demande de séjour pour raisons humanitaires; elle fait partie d'une minorité ethnique, les Ashkalies, qui est exposée à des exactions au Kosovo.

Face à ces menaces d'expulsion de prolétaires [«bien intégrés», ne posant aucun problème, disciplinés et obéissants, participant aux différentes activités qui leurs sont proposées (ou plutôt imposées) au centre social, au